

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL**EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES****Prix du numéro : 20 DH**

| EDITIONS | TARIFS D'ABONNEMENT | | | ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle |
|--|---------------------|--------|---|--|
| | AU MAROC | | A L'ETRANGER | |
| | 6 mois | 1 an | | |
| Edition générale..... | 250 DH | 400 DH | A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur. | |
| Edition de traduction officielle..... | 150 DH | 200 DH | | |
| Edition des conventions internationales..... | 150 DH | 200 DH | | |
| Edition des annonces légales, judiciaires et administratives.... | 250 DH | 300 DH | | |
| Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière.. | 250 DH | 300 DH | | |

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

| SOMMAIRE | Pages | Royaume du Maroc et République populaire de Chine : | Pages |
|--|-------|--|-------|
| Royaume du Maroc et République du Rwanda : | | | |
| • Mémorandum d'entente dans le domaine agricole. | | • Accord de coopération dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie. | |
| Dahir n° 1-17-17 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication du Mémorandum d'entente dans le domaine agricole, fait à Kigali le 20 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda. | 89 | Dahir n° 1-17-18 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de l'Accord de coopération dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie, fait à Pékin le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République populaire de Chine..... | 89 |
| • Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. | | • Convention d'extradition. | |
| Dahir n° 1-17-84 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. | 89 | Dahir n° 1-17-99 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de la Convention d'extradition faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine. | 90 |

| Pages | Pages |
|---|-------|
| Accord relatif aux services aériens entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République unie de Tanzanie. <i>Dahir n° 1-17-95 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de l'Accord relatif aux services aériens, fait à Dar es Salam le 24 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République unie de Tanzanie.</i> | 90 |
| Accord relatif aux services aériens entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Djibouti. <i>Dahir n° 1-18-58 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de l'Accord relatif aux services aériens, fait à Rabat le 1^{er} août 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Djibouti.</i> | 91 |

Dahir n° 1-17-17 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication du Mémorandum d'entente dans le domaine agricole, fait à Kigali le 20 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Mémorandum d'entente dans le domaine agricole, fait à Kigali le 20 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur du Mémorandum d'entente précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Mémorandum d'entente dans le domaine agricole, fait à Kigali le 20 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Rwanda.

Fait à Bouznika, le 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte du Mémorandum en langue arabe.

Dahir n° 1-17-84 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 06-17 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-17-31 du 8 hija 1438 (30 août 2017) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Kigali le 5 mars 2020,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Fait à Bouznika, le 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-17-18 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de l'Accord de coopération dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie, fait à Pékin le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République populaire de Chine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie, fait à Pékin le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République populaire de Chine ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie, fait à Pékin le 11 mai 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République populaire de Chine.

Fait à Bouznika, le 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de l'Accord en langue arabe.

Dahir n° 1-17-99 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de la Convention d'extradition faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les Présentes - Puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention d'extradition faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine ;

Vu la loi n° 44-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-17-48 du 8 hija 1438 (30 août 2017) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention d'extradition faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.

Fait à Bouznika, le 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-17-95 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de l'Accord relatif aux services aériens, fait à Dar es Salam le 24 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République unie de Tanzanie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les Présentes - Puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord relatif aux services aériens, fait à Dar es Salam le 24 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République unie de Tanzanie ;

Vu la loi n° 11-17 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-17-36 du 8 hija 1438 (30 août 2017) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord relatif aux services aériens, fait à Dar es Salam le 24 octobre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République unie de Tanzanie.

Fait à Bouznika, le 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de l'Accord en langue arabe.

Dahir n° 1-18-58 du 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022) portant publication de l'Accord relatif aux services aériens, fait à Rabat le 1^{er} août 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Djibouti.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord relatif aux services aériens, fait à Rabat le 1^{er} août 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Djibouti ;

Vu la loi n° 59-17 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-18-50 du 21 ramadan 1439 (6 juin 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord relatif aux services aériens, fait à Rabat le 1^{er} août 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Djibouti.

Fait à Bouznika, le 18 jounada II 1443 (21 janvier 2022).

Pour contresign :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*
* * *

**Accord relatif aux services aériens
entre le Gouvernement du Royaume du Maroc
et le Gouvernement de la République de Djibouti**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc ;

Et

Le Gouvernement de la République de Djibouti ;

Ci-après dénommés « Les Parties Contractantes » ;

Désireux de promouvoir un système de transport aérien international fondé sur la concurrence loyale entre les entreprises de transport aérien ;

Désireux de favoriser l'essor du transport aérien international, notamment par la mise en place de réseaux de transport aérien offrant des services aériens répondant aux besoins des passagers et des expéditeurs de fret;

Désireux de permettre aux entreprises de transport aérien d'offrir aux passagers et aux expéditeurs de fret des prix et des services compétitifs sur des marchés ouverts;

Désireux de garantir le plus haut niveau de sûreté et de sécurité dans le transport aérien international, et réaffirmant leur profonde préoccupation par rapport aux actes et menaces dirigés contre la sûreté de l'aviation civile et qui mettent en danger la sécurité des personnes et des biens, nuisent au bon fonctionnement du transport aérien et affectent la confiance du public dans la sécurité de l'aviation civile ; et

Etant Parties à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 : Définitions

Aux fins du présent Accord:

a- L'expression « Convention » signifie la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 07 décembre 1944 y compris toute annexe adoptée en vertu de l'article 90 de la Convention ainsi que tout amendement à celle-ci ou à ses annexes, adopté en vertu des articles 90 et 94 de la Convention pourvu que ces annexes et amendements aient été ratifiés ou adoptés par les Parties Contractantes ;

b- L'expression « Accord » signifie le présent Accord y compris son Annexe et toute modification qui peut leur être apportée ;

c- L'expression « Autorités Aéronautiques » signifie :

(i) Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc, le Ministre en charge de l'Aviation Civile ; et

(ii) Pour le Gouvernement de la République de Djibouti, le Ministre en charge de l'Aviation Civile

ou dans les deux cas, toute personne ou tout organisme autorisé à présent d'exercer les fonctions entreprises par les autorités susmentionnées ou des fonctions similaires ;

d- L'expression « Services agréés » signifie les services aériens établis sur les routes spécifiées conformément à l'Annexe du présent Accord ;

e- Les expressions « Service aérien », « Service aérien international », « Entreprise de transport aérien » et « Escale non commerciale » ont les significations qui leur sont respectivement attribuées par l'article 96 de la Convention ;

f- L'expression « Entreprise de transport aérien désignée » signifie l'entreprise ou les entreprises de transport aérien qui a/ont été désignée(s) par une Partie Contractante et autorisée(s) par l'autre Partie Contractante conformément à l'article 3 du présent Accord ;

g- Les expressions « équipements de bord », « provisions de bord » et « pièces de rechange » ont les significations qui leur sont respectivement attribuées par l'annexe 9 de la Convention ;

h- L'expression « Routes spécifiées » signifie les routes spécifiées à l'Annexe du présent Accord ;

i- L'expression « Tarif » signifie les prix qui doivent être payés pour le transport des passagers, des bagages, des marchandises et les conditions de leur application, y compris les commissions et autres services supplémentaires pour les agences, excepté les rémunérations et conditions relatives au transport du courrier ;

j- L'expression « territoire » signifie en ce qui concerne un Etat les régions terrestres et les eaux territoriales y adjacentes qui se trouvent sous sa souveraineté.

k) L'expression « redevances pour services rendus » signifie une somme demandée ou permise d'être demandée aux entreprises de transport aérien par les autorités compétentes en vue de couvrir les redevances suivantes : l'aménagement du territoire, la gestion de navigabilité ou la sécurité et la sûreté y compris les services et installations connexes, pour les aéronefs, leurs équipages, les passagers et les marchandises.

Pour éviter le doute, toutes les références au singulier incluront le pluriel, et toutes les références au pluriel incluront le singulier.

ARTICLE 2 : Octroi des droits de trafic

1- Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits spécifiés au présent Accord en vue d'exploiter des services aériens internationaux sur les routes spécifiées au tableau de routes figurant à l'Annexe du présent Accord.

2- Sous réserve des dispositions du présent Accord, l'entreprise désignée de chaque Partie Contractante jouira, dans l'exploitation des services aériens internationaux, des droits suivants :

a- du droit de survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre Partie Contractante ;

b- du droit d'effectuer des escales à des fins non commerciales sur ledit territoire ;

c- du droit d'embarquer et de débarquer sur ledit territoire, aux points spécifiés à l'Annexe du présent Accord, des passagers, des bagages, des marchandises et du courrier, de façon séparée ou combinée, à destination ou en provenance de points déterminés au tableau de routes, situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou sur le territoire d'un Etat tiers .

3- L'entreprise ou les entreprises de transport aérien de chaque Partie Contractante, autre que celle(s) désignée(s) dans l'article 3 (Désignation et Autorisation) du présent Accord, jouira/juiront des droits spécifiés dans le paragraphe 2, points a et b, du présent article. Cette entreprise/ces entreprises satisfera/ont les conditions prescrites dans les lois et les règlements normalement appliqués dans le fonctionnement des services de transport aériens internationaux par la Partie Contractante examinant la demande.

4- Aucune disposition du présent article ne confère à une entreprise désignée d'une Partie Contractante le droit d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des passagers, des bagages, des marchandises et du courrier transportés par compensation et destinés à un autre point du territoire de cette autre Partie Contractante;

ARTICLE 3 : Désignation et autorisation d'exploitation

1- Chaque Partie Contractante a le droit de désigner par écrit une ou plusieurs entreprises de transport aérien en vue d'exploiter les services agréés sur les routes spécifiées et de retirer ou modifier ces désignations. Ces désignations sont transmises à l'autre Partie Contractante par écrit et précisent si l'entreprise de transport aérien est autorisée à effectuer ce type de services aériens dans les routes spécifiées.

2- Dès la réception d'une telle désignation et de la demande émanant de l'entreprise de transport aérien désignée dans la forme et à la manière prescrite pour obtenir les autorisations d'exploitation, l'autre Partie Contractante accorde les autorisations appropriées dans les délais les plus brefs de procédure, à condition :

- a- Qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise soient détenus par la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise ou des nationaux de cette Partie Contractante, ou les deux;
- b- Que l'entreprise désignée soit titulaire du Permis d'Exploitation (AOC) ou tout autre document équivalent valable en vertu de la réglementation en vigueur de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ;
- c- Que la Partie Contractante désignant l'entreprise de transport aérien prend le contrôle effectif et régulier de cette entreprise et le maintient ;
- d- Que l'entreprise désignée soit à même de satisfaire les conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués à l'exploitation des transports aériens internationaux par la Partie Contractante qui examine la ou les demande(s) ;
- e- Que la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise de transport aérien ait adopté et appliqué les normes prévues aux Articles 12 (Sécurité aérienne) et 13 (Sûreté de l'aviation) du présent Accord.

ARTICLE 4 : Retrait, Révocation, suspension, ou limitation des autorisations d'exploitation

1- Chaque Partie Contractante se réserve le droit de retirer, révoquer, suspendre, limiter ou imposer des conditions sur les autorisations d'exploitation accordées à une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante :

- a- Si une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise désignée ne sont pas détenus par l'autre Partie Contractante ayant désigné l'entreprise, des nationaux de cette Partie Contractante, ou les deux ;
- b- Si l'entreprise désignée n'est pas titulaire du Permis d'Exploitation (AOC) ou tout autre document équivalent valable en vertu de la réglementation en vigueur de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise ;
- c- Que la Partie Contractante désignant l'entreprise de transport aérien ne prend pas le contrôle effectif et régulier de cette entreprise ;
- d- Si cette entreprise désignée ne s'est pas conformée aux lois et règlements normalement appliqués à l'exploitation des transports aériens internationaux par la Partie Contractante qui examine la ou les demande(s) ; ou
- e- Si l'entreprise désignée n'applique pas les normes prévues aux Articles 12 (Sécurité aérienne) et 13 (Sûreté de l'aviation).

2- À moins qu'il ne soit indispensable de prendre des mesures immédiates pour éviter de nouvelles infractions aux dispositions du paragraphe 1, points c et d, les droits établis par le présent article ne sont exercés qu'après consultation avec les autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante conformément aux normes prévues à l'article 17 (Consultations et amendements) du présent Accord.

ARTICLE 5 : Concurrence loyale et exploitation des services aériens

1- Chaque Partie Contractante accorde aux entreprises de transport aérien désignées des deux Parties Contractantes des possibilités justes et égales de concurrence pour l'exploitation des services aériens internationaux visés par le présent Accord.

2- Chaque Partie Contractante autorise les entreprises de transport aérien désignées de l'autre partie Contractante à définir la fréquence et la capacité des services aériens internationaux qu'elles souhaitent offrir sur la base des considérations commerciales relatives au marché.

3- En vertu de ce droit, aucune des deux Parties Contractantes n'impose unilatéralement des restrictions sur le volume du trafic, la fréquence ou la régularité du service, ou le type ou les types d'aéronefs exploités par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractantes, sauf pour des motifs douaniers, techniques, d'exploitation ou d'environnement, et ceci conformément aux dispositions de l'Article 15 de la Convention.

ARTICLE 6 : Application des lois et règlements

1- Les lois et règlements de l'une des Parties Contractantes régissant l'entrée, le séjour ou la sortie des aéronefs affectés à un service aérien international ainsi que l'exploitation et la navigation de ces aéronefs sont observés par chaque entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur du territoire de la première Partie Contractante.

2- Les lois et règlements de l'une des Parties Contractantes régissant l'entrée, le séjour ou la sortie des passagers, bagages, équipage, marchandises ou courrier de son territoire, telles que les lois et règlements concernant l'entrée, la sortie, l'immigration, l'émigration, les passeports, la douane, les formalités sanitaires et la quarantaine sont observés par chaque entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante et par ses équipages et ses passagers ou en leur nom, et pour les marchandises et le courrier en transit, à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur du territoire de cette Partie Contractante.

ARTICLE 7 : Transit direct

Les passagers, bagages et marchandises en transit direct à travers le territoire de chacun des Parties Contractantes ne quittant pas la zone de l'aéroport réservée à ce but sont sujet de contrôle simplifié. Les passagers, bagages et marchandises en transit direct à travers le territoire de chacun des Parties Contractantes ne quittant pas la zone de l'aéroport réservée à ce but sont sujet de contrôle approfondi pour des raisons de sûreté d'aviation, de contrôle de narcotiques, de prévention d'entrée illégale ou dans des circonstances spéciales.

ARTICLE 8 : Redevances d'utilisation

1- Aucune des Parties Contractantes ne doit imposer ou permettre d'imposer aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante des redevances d'utilisation plus élevées que celle imposées aux entreprises nationales exploitant des services internationaux réguliers similaires.

2- Chaque Partie Contractante encourage des consultations en matière de redevances d'utilisation entre les autorités compétentes et les entreprises de transport aérien d'utiliser les installations et les services aéroportuaires offerts par ces autorités compétentes, dans les lieux praticables par les organisations représentatives de ces entreprises de transport aérien. Un préavis raisonnable de tout projet de modification des redevances doit être donné aux utilisateurs afin de leur permettre d'exprimer leur avis avant la mise en œuvre de ces modifications. Chaque Partie Contractante encourage d'avantage ses autorités compétentes et ces utilisateurs d'échanger les informations appropriées concernant les redevances d'utilisation.

ARTICLE 9 : Tarifs

1- Les tarifs fixés par les entreprises de transport aérien ne doivent pas être exigés d'être classés ou approuvés par chacune des deux Parties Contractantes.

2- En dépit du paragraphe 1 du présent article, chacune des Parties Contractantes peut exiger des informations sur les tarifs proposés par sa propre entreprise, ou l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante pour le transport de marchandises à ou de son territoire.

3- Sans limiter l'application de la concurrence générale et la loi du consommateur dans chaque Partie Contractante, des consultations conformes aux dispositions prévues dans l'article 17 (Consultations et amendements) du présent Accord peuvent être initiées par l'une des deux Parties Contractantes dans le but de :

- (a) Empêcher les pratiques excessivement discriminatoires
- (b) Protéger les consommateurs des tarifs indûment élevés ou restrictifs en raison de l'abus d'une position dominante ou des pratiques concertées parmi les compagnies aériennes ; et
- (c) Protéger les entreprises de transport aérien des tarifs artificiellement bas en raison de subventions ou d'appuis directs ou indirects.

ARTICLE 10 : Echange des informations

Les autorités aéronautiques de chaque Partie Contractante fournissent aux autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, sur demande, des informations concernant le trafic effectué selon les services agréés par les entreprises de transport aérien respectives désignées. De telles informations incluent les statistiques et autres informations requises pour déterminer la quantité de trafic transporté par ces entreprises selon les services agréés.

ARTICLE 11 : Reconnaissance des certificats et licences

1. Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées, pourvu que les conditions dans lesquelles ces certificats et licences aient été délivrés ou validés soient égales à ou au-dessus des normes minimales établies en vertu de la Convention.

2. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par tout autre Etat.

ARTICLE 12 : Sécurité aérienne

1- Chaque Partie Contractante peut en tout temps demander des consultations au sujet des normes de sécurité adoptées par l'autre Partie Contractante dans des domaines qui se rapportent aux installations et services aéronautiques, aux équipages de conduite, aux aéronefs et à l'exploitation des aéronefs. Ces consultations auront lieu dans les trente (30) jours suivant la demande.

2- Si, à la suite de ces consultations, une des Parties Contractantes découvre que l'autre Partie Contractante n'adopte ni n'assure effectivement le suivi des normes de sécurité dans les domaines visés au paragraphe 1 du présent article qui au moins satisfassent les normes minimales établies en vertu de la Convention; la première Partie Contractante sera informée de ces conclusions et des démarches qui sont estimées nécessaires afin de se conformer aux normes minimales établies en vertu de la Convention; et l'autre Partie Contractante prendra alors les mesures correctives appropriées. Si l'autre Partie Contractante ne prend pas les mesures correctives appropriées dans 15 jours ou une période assez longue comme il peut être agréé, cela justifiera l'application du paragraphe 1, point (e) de l'article 4 (Retenue, Révocation, suspension, ou limitation des autorisations d'exploitation) du présent Accord.

3- Conformément à l'article 16 de la Convention, il est convenu que tout aéronef exploité, ou sous location, par une entreprise de transport aérien d'une Partie Contractante ou en son nom, en provenance ou à destination du territoire de l'autre Partie Contractante peut, lorsqu'il se trouve sur le territoire de l'autre Partie Contractante, faire l'objet d'une visite à bord et au tour de l'aéronef par les représentants autorisés de cette autre Partie Contractante pour examiner la validité des documents de l'aéronef et ceux de l'équipage et les conditions apparentes de l'aéronef et ses équipements (dans cet article nommé « vérification de l'aire de trafic »), à condition que cela n'entraîne pas de retard déraisonnable dans l'exploitation de l'aéronef. Nonobstant les obligations mentionnées à l'article 33 de la Convention, l'objet de cette visite est de vérifier la validité des documents pertinents de l'aéronef, les licences de son équipage et que l'équipement de l'aéronef et son état sont conformes aux normes en vigueur conformément à la Convention.

4- Si une vérification ou plusieurs vérifications de l'aire de trafic aboutit à :

(a) De sérieuses préoccupations que l'aéronef ou le fonctionnement de l'aéronef ne respecte pas les normes minimales établies en vertu de la Convention ; ou

(b) De sérieuses préoccupations qu'il y a un manque d'adoption effective et de gestion du suivi des normes de sécurité établies en vertu de la Convention ; la Partie Contractante exécutant la vérification de l'aire de trafic sera, pour les objectifs de l'article 33 de la Convention, libre de conclure que les conditions dans lesquelles le certificat ou les licences pour ce qui est de l'aéronef ou l'équipage de cet aéronef aient été délivrés ou validés ou les conditions dans lesquelles l'aéronef a fonctionné ne sont pas égales à ou au-dessus des normes minimales établies en vertu de la Convention.

5- Si l'accès dans le but de procéder à la vérification de l'aire de trafic d'un aéronef effectuée par une entreprise ou des entreprises de transport aérien de l'une des Parties Contractantes en conformité avec le paragraphe 3 du présent article est refusé par un représentant de cette entreprise ou ces entreprises de transport aérien, l'autre Partie Contractante sera libre de déduire que de sérieuses préoccupations du type mentionné au paragraphe 4 du présent article se posent et tirer les conclusions mentionné dans ce paragraphe.

6- Chaque Partie Contractante se réserve le droit de suspendre ou varier l'autorisation d'exploitation de l'entreprise ou des entreprises de transport aérien de l'autre Partie Contractante immédiatement après que la première Partie Contractante conclut, soit en conséquence d'une vérification ou plusieurs vérifications de l'aire de trafic, un refus d'accès pour une vérification de l'aire de trafic, une consultation ou autres, qu'une action immédiate est essentielle à la sécurité de l'exploitation d'une entreprise de transport aérien.

7- Toute mesure appliquée par une Partie Contractante en conformité avec les paragraphes 2 ou 6 sera rapportée dès que les faits motivant cette mesure auront cessé d'exister.

ARTICLE 13 : Sûreté de l'aviation

1- Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite, pour en assurer la sûreté, fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter la généralité de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes agissent en particulier conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs signée à la Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile signé à Montréal le 23 septembre 1971, du Protocole pour la répression des actes illicites de violence aux aéroports servant à l'aviation civile signé à Montréal le 24 février 1988 et la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection signée à Montréal le 1^{er} mars 1991 ; ainsi que toutes autres conventions et protocoles relatifs à la sûreté de l'aviation civile auxquels les deux Parties Contractantes adhéreront.

2- Les Parties Contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations ou services de navigation aérienne ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.

3- Les Parties Contractantes, dans leurs rapports mutuels, se conforment aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation qui ont été établies par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et qui sont désignées comme Annexes à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale dans la mesure où ces dispositions s'appliquent auxdites Parties Contractantes ; elles exigent des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur exploitation ou leur résidence permanente sur leurs territoires , et des exploitants d'aéroports situés sur leurs territoires, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation.

4- Chaque Partie Contractante convient que ses exploitants d'aéronefs sont tenus d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation dont il est question au paragraphe 3 ci-dessus et que l'autre Partie Contractante prescrit pour l'entrée sur le territoire, la sortie du territoire ou le séjour sur le territoire de cette autre Partie Contractante. Chaque Partie Contractante veille à ce que des mesures adéquates soient appliquées effectivement sur son territoire pour protéger les aéronefs et pour assurer l'inspection des passagers, des équipages, des bagages à main, des bagages, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement. Chaque Partie Contractante examine aussi avec un esprit favorable toute demande que lui adresse l'autre Partie Contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sûreté raisonnables soient prises pour faire face à une menace particulière.

5- En cas d'incident ou de menace d'incident de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations et services de navigation aérienne, les Parties Contractantes s'entraident en facilitant les communications et autres mesures appropriées, destinées à mettre fin avec rapidité et sécurité à cet incident ou à cette menace d'incident.

6- Quand une Partie Contractante a des motifs raisonnables de croire que l'autre Partie Contractante n'a pas respecté les dispositions de sûreté de l'aviation du présent article, cette Partie Contractante peut demander des consultations immédiates avec l'autre Partie Contractante.

7- Sans porter préjudice à l'article 4 (Retrait, Révocation, Suspension ou Limitation des autorisations d'exploitation) du présent Accord, l'incapacité à atteindre un accord satisfaisant dans 15 jours à partir de la date d'une telle demande constituera un motif pour retirer, révoquer, suspendre, limiter ou imposer des conditions sur les autorisations d'exploitation accordées aux deux Parties Contractantes.

8- Lorsqu'une Partie Contractante est exigée par une menace immédiate et extraordinaire, elle peut prendre une action temporaire avant l'expiration de 15 jours.

9- Toute mesure appliquée par une Partie Contractante en conformité avec le paragraphe 7 sera rapportée dès la conformité de l'autre Partie Contractante aux dispositions du présent article.

ARTICLE 14 : Exonération des droits de douane et taxes

1- Les aéronefs utilisés pour les services agréés par les entreprises de transport aérien désignées d'une Partie Contractante ainsi que leurs équipements de bord, leurs réserves de carburants et lubrifiants, et leurs provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et les tabacs) sont, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits ou taxes similaires, à condition que ces équipements, réserves et provisions demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation ou qu'ils soient utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus dudit territoire.

2- Sous réserve du paragraphe 3 du présent article, sont également exonérés des droits de douane et frais d'inspection et droits ou taxes similaires, à l'exception des redevances ou taxes correspondant aux services rendus :

- a- les provisions de bord embarquées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, dans les limites fixées par les autorités aéronautiques de ladite Partie Contractante, et destinées à être utilisées à bord des aéronefs en partance assurant un service agréé de l'autre Partie Contractante.
- b- Les pièces de rechange importées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs utilisés pour les services agréés par l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante ;
- c- Les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs à l'arrivée, en transit, en partance exploités pour les services agréés par l'entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante, même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués ;
- 3- Les matériels et approvisionnements visés aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 2 du présent article, sont soumis à une surveillance des autorités douanières des deux Parties Contractantes.
- 4- Les bagages et marchandises en transit direct sont exonérés de droits de douane et autres taxes similaires sous réserve qu'ils soient sous la surveillance ou le contrôle des douanes.
- 5- Les équipements normaux de bord ainsi que les matériels et approvisionnements se trouvant à bord des aéronefs d'une entreprise désignée de l'une des Parties Contractantes ne peuvent être déchargés sur le territoire de l'autre Partie Contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ladite autre Partie Contractante et lesdites autorités douanières peuvent exiger que ces équipements, matériels et approvisionnements soient placés sous leur surveillance jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'il en ait été autrement disposé conformément aux règlements douaniers.

ARTICLE 15 : Lieu d'imposition

Les revenus qu'une entreprise désignée par une Partie Contractante tire de l'exploitation du trafic international ne seront imposables que dans l'Etat où se trouve effectivement le siège de l'entreprise en question.

ARTICLE 16 : Activités commerciales

1-En conformité avec les lois et règlements de l'autre Partie Contractante, l'entreprise ou les entreprises de transport aérien de l'une des Parties Contractantes a/ont le droit de :

- (a) Amener et maintenir sur le territoire de l'autre Partie Contractante en relation avec l'entrée, la résidence et l'emploi de personnel administratif et d'autres spécialistes, des équipements de bureau et d'autres équipements et matériels promotionnels requis pour l'exploitation des services aériens internationaux.
- (b) Accorder à chaque entreprise désignée de l'autre Partie Contractante le droit d'employer son propre personnel technique, administratif et commercial en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans le pays où ce personnel est employé.

(c) Utiliser les services du personnel d'une autre organisation, compagnie ou entreprise de transport aérien performant sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;

(d) Etablir les bureaux sur le territoire de l'autre Partie Contractante dans les buts de la fourniture, la promotion et la vente de services aériens ;

(e) Vendre et commercialiser les services aériens internationaux et les produits connexes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, directement et, à sa discrétion, à travers ses agents ou autres intermédiaires, dans la monnaie locale ou dans les devises librement convertibles des autres pays ;

(f) Convertir et remettre au territoire de son incorporation, sur demande, les recettes locales par excès des sommes localement déboursées. La conversion et le versement seront aussitôt permis sans restrictions ou taxation selon le taux de change appliqué aux transactions courantes et versement à la date dans laquelle le demandeur fait la demande initiale de versement. Une telle conversion et un tel versement sont faits en conformité avec les règlements de change étrangers de la Partie Contractante concernée ; et

(e) Payer les dépenses locales, y compris l'achat de carburants, sur le territoire de l'autre Partie Contractante en devise locale. Sous leur discrétion, les entreprises de transport aérien de chaque Partie Contractante peuvent payer pour de telles dépenses sur le territoire de l'autre Partie Contractante dans les devises librement convertibles selon les règlements de devise.

2- Les entreprises désignées de chaque Partie Contractante ont le droit de conclure des accords de coopération commerciale, conformément aux lois, règlements et politiques nationales, notamment des accords de blocked space, code sharing ou de leasing, avec une ou plusieurs entreprises de transport aérien de l'autre Partie Contractante ou des entreprises d'un Etat tiers à condition que ces entreprises disposent de l'autorisation d'exploitation appropriée.

3- La compagnie aérienne commerciale peut être requise de classer n'importe quel accord de coopération commerciale avec les autorités aéronautiques de chaque Partie Contractante avant son introduction.

4- Lorsque la compagnie aérienne commerciale tient des services de vente, elle clarifie au vendeur des tickets de tels services, au point de la vente, quelle entreprise de transport aérien sera en exploitation et chaque secteur de services et avec quelle(s) entreprise(s) de transport aérien le vendeur conclura une relation contractuelle.

ARTICLE 17: Location (leasing)

1- Chaque Partie Contractante peut empêcher l'utilisation d'un aéronef loué pour des services dans le présent Accord qui n'applique pas l'article 12 (Sécurité aérienne) et l'article 13 (Sûreté de l'aviation) du présent Accord.

2- En vertu du paragraphe 1 du présent article, Les entreprises désignées de chaque Partie Contractante peuvent exploiter des services en vertu du présent Accord en utilisant un aéronef loué qui respecte les conditions prévues à l'article 12 (Sécurité aérienne) et l'article 13 (Sûreté de l'aviation) du présent Accord.

ARTICLE 18 : Consultations et amendements

1- Dans un esprit d'étroite collaboration, les autorités aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront périodiquement en vue de s'assurer que les dispositions du présent Accord et de son Annexe sont mises en œuvre et appliquées de manière satisfaisante ; elles se consulteront également si besoin est, en vue de modifier le présent Accord ou son Annexe.

2- Chacune des Parties Contractantes pourra demander des consultations qui pourront consister en entretiens ou en échange de correspondance ; ceux-ci commenceront dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la demande, à moins que les deux Parties Contractantes n'en conviennent autrement.

3- Tout amendement du présent Accord ou de son Annexe sera effectué par échange de notes diplomatiques et entrera en vigueur à partir de la date de notification de l'échange de ces notes.

ARTICLE 19 : Conventions multilatérales

Si les deux Parties Contractantes adhèrent à une convention multilatérale traitant des questions régies par le présent Accord, elle se consulteront pour déterminer si le présent Accord doit être révisé pour prendre en considération la convention multilatérale.

ARTICLE 20 : Règlement des différends

1- Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord surgirait entre les Parties Contractantes, celles-ci s'efforceront en premier lieu de le régler par voie de consultation et négociations directes.

2- Si un règlement ne peut être obtenu par les méthodes sus-indiquées, le différend sera, à la demande de l'une des Parties Contractantes, soumis à un tribunal (ci-après dénommé « Le Tribunal Arbitral ») composé de trois arbitres. Chacune des deux Parties Contractantes désignera un arbitre ; ces deux arbitres désigneront un troisième. Le troisième arbitre ne sera pas titulaire de nationalité des Parties Contractantes et agira en tant que Président du tribunal arbitral.

3- Chacune des Parties Contractantes désignera un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception de l'avis de demande d'arbitrage par le tribunal arbitral adressé par l'autre Partie Contractante par la voie diplomatique ; le tiers arbitre devra être désigné dans un délai supplémentaire de soixante (60) jours. Si l'une des Parties Contractantes n'a pas désigné d'arbitre dans le délai fixé, ou si le tiers arbitre n'est pas désigné dans le délai fixé, chaque Partie Contractante peut demander au Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de désigner un arbitre ou des arbitres selon le cas. Si le Président est de la même nationalité que l'une des Parties Contractantes, le vice-président directeur qui n'est pas disqualifié par ce motif fera l'affaire.

5- Le tiers arbitre désigné en vertu du paragraphe 3, de même que l'arbitre désigné en vertu du paragraphe 4, s'il y a plusieurs arbitres désignés en vertu de ce dernier paragraphe, l'un d'entre eux au moins sera ressortissant d'un Etat tiers et agira en tant que Président du tribunal arbitral.

6- Sous réserve de la décision définitive du tribunal arbitral, les Parties Contractantes supporteront à parts égales les frais initiaux de l'arbitrage.

7- Les Parties Contractantes se conformeront à la décision/aux décisions du tribunal arbitral.

9- Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas à une décision du tribunal arbitral prise en vertu du présent article, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou priviléges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

ARTICLE 21: Dénonciation de l'Accord

Chaque Partie Contractante peut, à tout moment, notifier par voie diplomatique à l'autre Partie Contractante son intention de mettre fin au présent Accord. Cette notification sera faite en même temps à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Dans ce cas, l'Accord prendra fin douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante ou après une période courte selon l'accord des deux parties Contractantes, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette période. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre Partie Contractante, la notification sera réputée avoir été reçue quatorze (14) jours après sa réception par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 22 : Enregistrement de l'Accord

Le présent Accord et tout amendement ultérieur seront enregistrés par les Parties Contractantes à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 23 : Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Parties Contractantes se seront mutuellement通知ées par un échange de notes diplomatiques de l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat, le 01 août 2016, en double exemplaires originaux en langues arabe et française. Les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME
DU MAROC

POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Aziz RABBAH
Ministre de l'Équipement, du Transport et de
la Logistique

Mohamed Abdoulkader MOUSSA
Ministre de l'Équipement et des Transports

* * *

ANNEXE**ROUTES****I- ROUTE MAROCAINE**

Points au Maroc : n'importe quel(s) point(s)
Points intermédiaires : à déterminer ultérieurement
Points au Djibouti : à déterminer ultérieurement
Au-delà des points : à déterminer ultérieurement

II- ROUTE DJIBOUTIENNES

Points au Djibouti : n'importe quel(s) point(s)
Points intermédiaires : à déterminer ultérieurement
Points au Maroc : à déterminer ultérieurement
Au-delà des points : à déterminer ultérieurement

Note : N'importe quel point ou tous les points intermédiaires et/ou au-delà des points dans les routes spécifiées peuvent être, à la discrétion de chaque entreprise de transport aérien, omis dans n'importe quel vol ou tous les vols.

الملحق

الطرق

I- الطريق المغربية

النقط بالمغرب: أية نقطة أو أي نقط
النقط الوسطية: تحدد لاحقا
النقط بالجبيوتي: تحدد لاحقا
النقط ما وراء: تحدد لاحقا

II- الطريق الجبيوتية

النقط بالجبيوتي: أية نقطة أو أي نقط
النقط الوسطية: تحدد لاحقا
النقط بالمغرب: تحدد لاحقا
النقط ما وراء: تحدد لاحقا

ملاحظة: يمكن حذف أية نقطة أو كل النقط الوسطية و/النقط ما وراء بالطرق المحددة إذا رغبت
أي مؤسسة للنقل الجوي بذلك في أي من أو كل الرحلات.

6- إذا لم يمثل أحد الطرفين المتعاقدين لقرار الهيئة التحكيمية الصادر يقتضي هذه المادة، يجوز للطرف المتعاقد الآخر بقدر ما يدوم عدم الإمتثال، حد أو تعليق أو إلغاء الحقوق أو الامتيازات التي منحها بموجب هذا الاتفاق للطرف المتعاقد المخل أو لمؤسسة النقل الجوي المختلة التابعة له.

المادة 21 : إنهاء الاتفاق

يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين أن يخطر، عن طريق المذكرات الدبلوماسية الطرف المتعاقد الآخر في أي وقت بنته في إنهاء هذا الاتفاق، على أن يتم إبلاغ هذا الإخطار في نفس الوقت إلى منظمة الطيران المدني الدولي. في هذه الحالة يتنهى العمل بهذا الاتفاق بعد مرور إثني عشر (12) شهراً من تاريخ تلقي الطرف المتعاقد الآخر للإخطار، أو أي مدة أقصر، ما لم يتم سحبه باتفاق مشترك قبل انتهاء هذه المدة. إذا لم يتوصل الطرف المتعاقد الآخر بشعار بالإسلام فيعتبر أن الإخطار قد تم تسليمه بعد مضي أربعة عشر (14) يوماً من تاريخ تسلم منظمة الطيران المدني الدولي لنفس الإخطار.

المادة 22 : تسجيل الاتفاق

يقوم الطرفان المتعاقدان بتسجيل هذا الاتفاق وكذا التعديلات اللاحقة الخاصة به لدى منظمة الطيران المدني الدولي.

المادة 23 : دخول حيز التنفيذ

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ إخطار الطرفين المتعاقدين بعضهما البعض إتمام الإجراءات الدستورية الخاصة بكل منهما عن طريق تبادل المذكرات الدبلوماسية.

وإثباتاً لذلك وقع المفوضان المخول لهما من قبل حكومتيهما على هذا الاتفاق،
حرر بالرياط بتاريخ 1 غشت 2016، في نظيرتين أصليين باللغتين العربية والفرنسية، و للفصلين
معا نفس الحجية.

عن
حكومة جمهورية الجيبوتي

عن
حكومة المملكة المغربية

محمد عبد القادر موسى
وزير التجهيز والنقل

عزيز رباح
وزير التجهيز والنقل واللوجيستيك

*
* *

المادة 18 : المشاورات والتعديلات

- 1- تقوم سلطات الطيران المدني التابعة للطرفين المتعاقدين بروح من التعاون الوثيق بالتشاور فيما بينها من وقت لآخر للتأكد من أن تتفق مقتضيات هذا الاتفاق وملحقه بجري بصورة مرضية. كما تقوم تلك السلطات بالتشاور فيما بينها إن اقتضى الحال لتعديل هذا الاتفاق أو ملحقه.
- 2- يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب إجراء مشاورات شفوية أو عن طريق تبادل المراسلات، وتبأ هذه المشاورات في أجل ثلاثة (30) يوما من تاريخ تسلم الطلب، ما لم يتفق الطرفان المتعاقدان على خلاف ذلك.
- 3- كل تعديل لهذا الاتفاق أو ملحقه يجب أن يتم عن طريق تبادل المنكرات الدبلوماسية، ويدخل حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ الإخطار المحدد بتبادل هذه المنكرات.

المادة 19: الاتفاقيات المتعددة الأطراف

إذا انضم كلا الطرفين المتعاقدين إلى اتفاقية متعددة الأطراف تعالج مسائل يغطيها هذا الاتفاق، يتشارو الطرفان لتحديد ما إذا وجب تعديل هذا الاتفاق ليأخذ بعين الاعتبار الاتفاقية المتعددة الأطراف.

المادة 20 : تسوية الخلافات

- 1- إذا نشأ خلاف بين الطرفين المتعاقدين حول تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق، فإنهما يعملان جاهدين على تسويته أولاً عن طريق المفاوضات المباشرة.
- 2- إذا لم يتم التوصل إلى تسوية بالطرق المشار إليها أعلاه، يعرض الخلاف بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين على محكمة (تسمى فيما بعد الهيئة التحكيمية) تتكون من ثلاثة حكام. يعين كل من الطرفين المتعاقدين حكما واحدا ويتفق الحكمان المعينان على تعيين الحكم الثالث. وإن تكون جنسية الحكم الثالث مماثلة لجنسية أحد الطرفين المتعاقدين، ويترأسه هذا الحكم الهيئة التحكيمية.
- 3- يعين كل من الطرفين المتعاقدين حكما في أجل ستين (60) يوما من تاريخ استلام الإشعار بطلب تحكيم هيئة تحكيمية من الطرف المتعاقد الآخر وذلك بالطرق الدبلوماسية، ويعين الحكم الثالث في غضون ستين (60) يوما إضافية. إذا لم يعين أحد الطرفين المتعاقدين الحكم خلال المدة المحددة أو إذا لم يتم تعيين الحكم الثالث خلال المدة المحددة يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب من رئيس مجلس منظمة الطيران المدني الدولي تعيين حكم أو حكام بحسب ما يقتضيه الحال. وإن كان الرئيس من نفس جنسية أحد الطرفين المتعاقدين، فإن نائب الرئيس الأكثر أقدمية يتولى التحكيم ما لم يكن مجددا من الأهلية.
- 4- مع مراعاة القرار النهائي للهيئة التحكيمية، فإن الطرفين المتعاقدين يتحملان بالتساوي المصارييف الأولية المتعلقة بالتحكيم.
- 5- يمثل الطرفان المتعاقدان لكل قرار يصدر عن الهيئة التحكيمية.

د- تأمين مكاتب بإقليم الطرف المتعاقد الآخر لأغراض تدبير الخدمات الجوية وترويجها وبيعها؛

هـ بيع الخدمات الجوية الدولية والمنتجات المتعلقة بذلك وتسييقها بإقليم الطرف المتعاقد الآخر، إما مباشرة أو بواسطة وكلائها أو وسطاء آخرين إذا رغبت في ذلك، ويجب أن يجري هذا البيع بالعملة المحلية أو بالعملات القابلة للتحويل الخاصة بالدول الأخرى؛

و- تحويل، بطلب، فائض الأرباح المحصل عليها محلياً إلى تلك المؤسسة المعينة في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين؛ ويحق لمؤسسة النقل الجوي تحويل الأموال فوراً دون قيود أو ضرائب وفق أسعار الصرف المعمول بها في المعاملات التجارية والمبلغ المحول بالتاريخ الذي يقوم فيه صاحب الطلب بتعبئة طلب التحويل. فجرى هذه التحويلات طبقاً لتنظيمات أسعار العملة الصعبة المعمول بها بالنسبة للطرف المتعاقد المعنى بالأمر؛

ز- دفع النفقات المحلية، بما في ذلك شراء الوقود، في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، وذلك بالعملة المحلية. كما يحق لمؤسسات النقل الجوي التابعة لأي من الطرفين المتعاقدين، إذا رغبت بذلك، دفع تلك النفقات بإقليم الطرف المتعاقد الآخر بالعملات القابلة للتحويل بشكل حر وفق تنظيمات العملة المحلية.

2- يحق لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل أي من الطرفين المتعاقدين إبرام اتفاقيات التعاون التجاري وفق القوانين والتنظيمات والسياسات الوطنية، كالاتفاقيات المتعلقة بنظام المعاة المحجوزة، أو المشاركة في نظام تقسيم الرموز أو التأجير مع مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الآخر أو مؤسسات طرف ثالث شريطة أن تتوفر هذه المؤسسات على رخصة التشغيل المناسبة.

3- قد يفرض على مؤسسة النقل الجوي التجاري إيداع أيها من اتفاقيات التعاون التجاري المقترحة لدى سلطات الطيران التابعة لأي من الطرفين قبل اعتمادها.

4- حين تطرح مؤسسة النقل الجوي التجاري خدمات البيع، ينبغي عليها أن توضح لمشتري تذاكر تلك الخدمات، في نقطة البيع، أي مؤسسة للنقل الجوي ستصبح المؤسسة المشغلة، وأي قطاع من الخدمات ومع أي من مؤسسات النقل الجوي. سيدخل المشتري في علاقة تعاقدية.

المادة 17: التأجير

1- يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين منع استعمال طائرة مستأجرة للخدمات طبقاً لهذا الاتفاق، والتي لا تمتثل لمقتضيات المادة 12 (السلامة الجوية) والمادة 13 (أمن الطيران) بهذا الاتفاق.

2- مع مراعاة الفقرة 1 من هذه المادة، يجوز لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل أي من الطرفين المتعاقدين تشغيل خدمات طبقاً لهذا الاتفاق عن طريق استعمال طائرات مستأجرة تحترم الالتزامات المنصوص عليها بالمادة 12 (السلامة الجوية) والمادة 13 (أمن الطيران) بهذا الاتفاق.

بـ- قطع الغيار المستوردة على إقليم أحد الطرفين المتعاقدين لصيانته أو إصلاح الطائرات المستعملة لأجل الخدمات المعتمدة، من قبل مؤسسة النقل الجوي المعينة من دلن الطرف المتعاقد الآخر؟

جـ- الوقود وزيوت التشحيم المخصصة لتمويل الطائرات عند الوصول، العبور والمغادرة والمشغلة على الخدمات المعتمدة، من طرف مؤسسة النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر حتى ولو استعملت هذه المؤن على جزء من الرحلة المنجزة على إقليم الطرف المتعاقد الذي تزورت منه الطائرة.

3- يمكن أن تخضع المعدات والمؤن المشار إليها في الفقرات (أ) و (ب) و (ج) من البند 2 من هذه المادة لمراقبة الجمارك الخاصة بالطرفين المتعاقدين.

4- تغى الأمتعة والبضائع العابرة مباشرة، من حقوق الجمارك والضرائب الأخرى المشابهة شريطة أن تكون خاضعة لحراسة ومراقبة الجمارك.

5- لا يمكن تفريح التجهيزات العادية للطائرات وكذا الأدوات والمؤن التي توجد على متن طائرات إحدى المؤسسات المعينة التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلا بعد موافقة سلطات جمارك ذلك الطرف المتعاقد الآخر، ويمكن لسلطات الجمارك هذه أن تفرض وضع هذه التجهيزات والأدوات والمؤن تحت مراقبتها إلى أن يعاد نقلها أو إذا تم الاتفاق بشأنها على خلاف ذلك طبقاً للقوانين والتنظيمات الجمركية.

المادة 15 : مقر الضريبة

إن مداخل المؤسسة المعينة التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين والناتجة عن تشغيل رحلاتها الجوية الدولية لا تخضع للرسوم الضريبية إلا في الدولة التي يوجد فيها المقر الرئيسي والفعلي لذلك المؤسسة.

المادة 16 : الأنشطة التجارية

1- وفقاً لقوانين وتنظيمات الطرف المتعاقد الآخر، يمنع لكل مؤسسة/مؤسسات النقل الجوي المعينة التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين الحقوق التالية:

أـ. فيما يتعلق بالدخول والإقامة والعمل، الإبقاء على موظفيها الإداريين وعلى المختصين الآخرين، وكذا على التجهيزات المكتبية، والتجهيزات الأخرى والمستلزمات الترويجية الضرورية لتسخير خدماتها الجوية الدولية في إقليم الطرف المتعاقد الآخر؛

بـ- توظيف موظفين تقنيين وإداريين وتجاريين من جنسيتها في إقليم الطرف المتعاقد الآخر بهدف تأمين خدماتها وذلك وفق القوانين والتنظيمات الجاري العمل بها في الدولة التي ميشغل بها هؤلاء الموظفين؛

جـ- الاستعانة بخدمات موظفي أي منظمة أو شركة أو مؤسسة للنقل الجوي أخرى تشغله بإقليم الطرف المتعاقد الآخر؛

التطبيق الفعال للإجراءات الملائمة داخلإقليمه، من أجل حماية الطائرات، وضمان تفتيش الركاب، والطاقم، والأمتعة اليدوية، والحقائب والبصانع، ومنهن الطائرات قبل وأثناء صعود الركاب أو تحويل البصانع. وعلى كل طرف متعاقد، أن ينظر بعين العطف لأي طلب من الطرف المتعاقد الآخر قصد اتخاذ إجراءات أمنية خاصة ومعقولة لمواجهة تهديد خاص.

5- حين يقع حادث أو تهديد بواقعة من وقائع الاستيلاء غير المشروع على الطائرات المدنية، أو أي فعل غير مشروع آخر ضد ملاحة تلك الطائرات وركابها وأطقمها وكذلك ضد المطرادات وتجهيزات وخدمات الملاحة الجوية، على كل طرف متعاقد أن يساعد الطرف المتعاقد الآخر عن طريق تسهيل الاتصالات وغير ذلك من التدابير الملائمة التي تستهدف الإسراع في إنهاء الواقعة أو التهديد بوقوعها بسرعة وأمان.

6- حين يكون للطرف المتعاقد دوافع معقولة للاعتقاد بأن الطرف المتعاقد الآخر لم يحترم مقتضيات العلامة الجوية لهذه المادة، فيخول لذلك الطرف المتعاقد أن يطلب مشاورات فورية مع الطرف المتعاقد الآخر.

7- دون المساس بالمادة 4 (إلغاء رخص التشغيل) من هذا الاتفاق، يشكل عدم التوصل إلى اتفاق مرضي في غضون 15 يوماً من تاريخ هذا الطلب سبباً لإلغاء أو منع أو تعليق أو حد أو فرض شروط على رخص التشغيل الخاصة بالنقلات الجوية لكلا الطرفين المتعاقدين.

8- عند وقوع تهديد فوري واستثنائي، يمكن للطرف المتعاقد أن يتخذ الإجراءات المؤقتة قبل 15 يوماً.

9- يجب إلغاء كل إجراء تم اتخاذه من قبل أحد الطرفين المتعاقدين طبقاً للبند 7 من هذه المادة بعد انتقال الطرف المتعاقد الآخر لمقتضيات هذه المادة.

المادة 14 : الإعفاء من الرسوم الجمركية والضرائب ورسوم أخرى

1- تغفى الطائرات المستعملة على الخدمات المتعلقة من قبل مؤسسات النقل الجوي المعينة من لدن أي من الطرفين المتعاقدين، وكذا تجهيزات الطائرات واحتياجات الوقود والزيوت ومنهن الطائرة (بما في ذلك المواد الغذائية والمشروبات والسيجار)، وذلك عند الدخول إلىإقليم الطرف المتعاقد الآخر، من الرسوم الجمركية ومصاريف التفتيش وغيرها من الرسوم والضرائب المماثلة، شريطة أن تظل هذه التجهيزات والمكون المواد على متن الطائرات إلى حين إعادة نقلها أو استعمالها أثناء جزء من الرحلة المنجزة فوق ذلك الإقليم؛

2- مع مراعاة البند (3) من هذه المادة، تغفى كذلك من رسوم الجمارك ومصاريف التفتيش وغيرها من الرسوم والضرائب المماثلة باستثناء الضرائب المتعلقة بالخدمات المقدمة كل من:

أ- مون الطائرة التي شحنت فيإقليم أحد الطرفين المتعاقدين وذلك في الحدود التي عينتها سلطات طيران الطرف المتعاقد المنكورة والموجهة للاستعمال على متن الطائرات المغادرة التي تؤمن خدمة معتمدة للطرف المتعاقد الآخر؛

5- إن رفض ممثل مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي إمكانية مباشرة عملية تفتيش الطائرة المشتبه بها مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين طبقاً للبند 3 من هذه المادة، فيتحقق للطرف المتعاقد الآخر أن يستنتاج وجود القلق البالغ من النوع المذكور بالبند 4 من هذه المادة ويتوصل إلى الخلاصات المذكورة بذلك البند.

6- ينتفع كل طرف متعاقد بحق تعليق أو تغيير ترخيص التشغيل الخاص بمؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الآخر فوراً بعد استنتاج الطرف المتعاقد الأول، سواء نتيجة عملية أو عمليات التفتيش أو رفض إمكانية عملية التفتيش أو المشاورات أو غيرها، أن القيام بالإجراءات الفورية ضروري من أجل سلامة تشغيل مؤسسة النقل الجوي.

7- يجب إلغاء كل إجراء تم اتخاذه من قبل أحد الطرفين المتعاقدين طبقاً للبند 2 أو 6 من هذه المادة حال انتهاء الصياغة التي دعا إلى اتخاذ هذا الإجراء.

المادة 13 : أمن الطيران

1- يؤكد الطرفان المتعاقدان تمشياً مع حقوقهما والتزامهما بموجب القانون الدولي، أن التزام كل منهما نحو الآخر بحماية أمن الطيران المدني من الفعاليات التي لا يتجرأ على هذا الاتفاق. وبدون تقييد لعمومية حقوقهما والتزاماتها بموجب القانون الدولي، فإن على الطرفين المتعاقدين أن يتصرفوا وفقاً لأحكام اتفاقية الجرائم وبعض الأفعال الأخرى التي ترتكب على متن الطائرات، الموقع عليها في طوكيو بتاريخ 14 سبتمبر 1963، واتفاقية قمع الاستيلاء غير المشروع على الطائرات، الموقع عليها في لاهاي بتاريخ 16 ديسمبر 1970، واتفاقية قمع الأفعال غير المشروعية التي ترتكب ضد سلامة الطيران المدني، الموقع عليها في مونتريال بتاريخ 23 سبتمبر 1971 وبروتوكول قمع أعمال العنف المحظورة بمطارات الطيران المدني الدولي، المصادر عليها بمونتريال بتاريخ 24 فبراير 1988 واتفاقية تمييز المتغيرات البلاستيكية بفرض كشفها الموقعة في مونتريال بتاريخ 1 مارس 1991 وكل الاتفاقيات أو البروتوكولات المتعلقة بأمن الطيران ينضم إليها الطرفان المتعاقدان.

2- يقدم الطرفان المتعاقدان، عند الطلب، كل المساعدة الضرورية إلى كل منها لمنع أفعال الاستيلاء غير المشروع على الطائرات المدنية وغير ذلك من الأفعال غير المشروعية التي ترتكب ضد سلامة تلك الطائرات، وركابها، وطاقمها، وسلامة المطارات، وتجهيزات وخدمات الملاحة الجوية، ولمنع أي تهديد آخر ضد أمن الطيران المدني.

3- يتصرف الطرفان المتعاقدان، في العلاقات المتبادلة فيما بينهما، وفقاً لأحكام أمن الطيران الموضوعة من جانب منظمة الطيران المدني الدولي والمحددة في صورة ملخص لاتفاقية الطيران المدني الدولي بقدر ما تكون تلك الأحكام الأممية ملزمة على الطرفين المتعاقدين. كما يتعين على الطرفين المتعاقدين إلزام مستثمري الطائرات الذين يكون مركز أعمالهم الرئيسي أو محل إقامتهم الرئيسي في إقليميهما ومستثمري المطارات الموجودة في إقليميهما، بالامتثال لأحكام أمن الطيران المذكورة.

4- يوافق كل طرف متعاقد على أنه يجوز إلزام مشغلي طائراته بمراعاة أحكام أمن الطيران المشار إليها في البند 3 أعلاه، والتي يقتضيها الطرف المتعاقد الآخر بالنسبة للدخول إلى إقليم هذا الطرف المتعاقد الآخر أو مغادرته أو أثناء التردد فيه. وعلى كل طرف متعاقد، أن يتأكد من

المادة 11 : الاعتراف بالشهادات والرخص

1- يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بشهادات صلاحية الطائرة للطيران وشهادات الأهلية لأفراد طقم الطائرة والإجزاءات المعملمة أو المصادقة عليها من قبل الطرف المتعاقد الآخر بهدف تشغيل الطرق الجوية المحددة في ملحق هذا الاتفاق، شريطة أن تكون الالتزامات التي يتم تسليم تلك الشهادات والرخص أو المصادقة عليها بموجبها مساوية أو أعلى من الحد الأدنى للمعايير التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية.

2- غير أنه يحتفظ كل طرف متعاقد بحقه في عدم الاعتراف، للملاحة داخل إقليمه، بصلاحية تلك الشهادات والإجزاءات التي سلمت لرعايه من قبل الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 12 : السلامة الجوية

1- يجوز لكل من الطرفين المتعاقدين أن يطلب إجراء مشاورات في أي وقت بشأن القواعد القياسية الخاصة بالسلامة لدى الطرف المتعاقد الآخر في المجالات المتعلقة بتجهيزات وخدمات الطيران، وأسلوب القيادة، والطائرات، وتشغيل الطائرات. ويجب أن تتم تلك المشاورات في غضون ثلاثة (30) يوماً ابتداء من تاريخ تقديم هذا الطلب.

2- إذا وجد أحد الطرفين المتعاقدين، بعد تلك المشاورات، أن الطرف المتعاقد الآخر ليس لديه بالفعل قواعد متعلقة بالسلامة ولا يشرف عليها في المجالات المشار إليها في البند 1 بحيث تفي بالحد الأدنى للمعايير التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية، يجب إبلاغ الطرف المتعاقد الآخر بتلك الاستنتاجات وبالخطوات التي تعتبر ضرورية لاحترام المعايير الصادرة عن منظمة الطيران المدني الدولي، ويجب على الطرف المتعاقد الآخر عندئذ أن يتخذ الإجراءات التصحيحية الملائمة الازمة ويكون عدم اتخاذ الطرف المتعاقد الآخر الإجراءات الازمة في غضون 15 يوماً أو في مدة أطول كما اتفق عليه، سبباً لتطبيق الفقرة (هـ) من البند 1 من المادة 4 (إلغاء رخص التشغيل) من هذا الاتفاق.

3- طبقاً للمادة 16 من اتفاقية الطيران المدني الدولي، من المتفق عليه أيضاً أنه يجوز أن تخضع أي طائرة تقوم بتشغيلها مؤسسة للطيران تابعة لأحد الطرفين المتعاقدين أو يتم استئجارها، وتطير من وإلى إقليم الطرف المتعاقد الآخر، عندما تتوارد على إقليم الطرف المتعاقد الآخر، لتفتيش من جانب المندوبيين المرخص لهم من الطرف المتعاقد الآخر، شريطة لا يتسبب ذلك في تأخير غير معقول في تشغيل الطائرة.

4- إذا أدت عملية أو عمليات التفتيش إلى ما يلي:

أ- فلق بالغ بشأن عدم احترام طائرة أو تشغيلها للحد الأدنى للمعايير التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية؛ أو

بـ- فلق بالغ بشأن الاعتماد والتطبيق الفعليين للمعايير السلامة التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية؛

فيتحقق للطرف المتعاقد الذي أجرى عملية التفتيش لأغراض المادة 33 من الاتفاقية أن يستنتج أن الالتزامات التي بموجبها تم تسليم شهادات صلاحية الطائرة للطيران وشهادات الأهلية لأفراد طقم الطائرة أو المصادقة عليها أو الالتزامات التي بموجبها يتم تشغيل الطائرة تساوي أو تفوق الحد الأدنى للمعايير التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية.

المادة 8 : رسوم الاستعمال

- 1- لا ينافي لأي طرف متعاقد أن يفرض أو يسمح بفرض رسوم استعمال ، على مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الآخر، أعلى من تلك المفروضة على مؤسسته الخاصة التي تشغل خدمات جوية مماثلة.
- 2- يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع المشاورات حول رسوم الاستعمال بين السلطات المختصة التي تتضمن الرسوم ومؤسسات النقل الجوي المستعملة للخدمات والمنشآت حينما يتطلب الأمر ذلك عن طريق المنظمات الممثلة لتلك المؤسسات. ويجب أن يزود هؤلاء المستعملون، وذلك بإشعار معقول، بكل مشروع تغيير للرسوم وذلك من أجل تمكينهم من إبداء رأيهم قبل تطبيق هذه التغييرات. كما يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع السلطات المختصة ومؤسسات النقل الجوي بتبادل المعلومات المتعلقة برسوم الاستعمال.

المادة 9 : التعريفات

- 1- أن يكون الطرفان المتعاقدان ملزمان بإيداع التعريفات المفروضة من قبل مؤسسات النقل الجوي أو المصادقة عليها.
- 2- وبغض النظر عن البند 1 من هذه المادة، يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب التزود بالمعلومات حول التعريفات المقترحة من قبل مؤسسته الخاصة أو المؤسسات المعينة التابعة للطرف المتعاقد الآخر قصد نقل البضائع من وإلى إقليمه .
- 3- دون حصر تطبيق مبادئ المنافسة العادلة وقانون المستهلكين لدى كل طرف متعاقد، يمكن لأي طرف متعاقد المبادرة بطلب المشاورات وفقاً للمقتضيات المنصوص عليها بالمادة 17 (مشاورات وتعديلات) من هذا الاتفاق، وذلك قصد تحقيق ما يلي:
 - أـ. تجنب التعريفات والممارسات التمييزية الغير معقولة؛
 - بـ. حماية المستهلكين من التعريفات المرتفعة بشكل غير معقول أو المقيدة بشكل غير معقول بسبب سوء استغلال الوضع المسيطر أو الممارسات المتنفسة عليها من قبل الناقلات الجوية؛
 - جـ. حماية مؤسسات النقل الجوي من التعريفات المنخفضة بشكل غير طبيعي وذلك بسبب الإعانت أو المساعدات المباشرة أو غير المباشرة.

المادة 10 : تقديم المعلومات

تزود سلطات الطيران الخاصية بكل طرف متعاقد سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر وذلك بناء على طلب هذا الأخير بالمعلومات المتعلقة بحركة النقل المنجزة على الخدمات المعتمدة من طرف مؤسستها الجوية المعينة. وتشمل هذه المعلومات الإحصائيات وجميع المعلومات الضرورية لتحديد حجم الحركة المنجزة من طرف هذه المؤسسة على الخدمات المعتمدة.

المادة 5 : المنافسة العادلة وتشغيل الخدمات الجوية

- 1 يوفر كل من الطرفين المتعاقدين لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل كلا الطرفين المتعاقدين فرصاً عادلة ومتكافئة للمنافسة على تشغيل الخدمات الجوية الدولية المنظمة بواسطة هذا الاتفاق.
- 2 يرخص كل طرف متعاقد لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر بتشغيل عدد رحلات وسعة الخدمات الجوية الدولية التي تقدمها بناء على الاعتبارات التجارية في السوق.
- 3 وطبقاً لهذا الحق، لن يفرض أي من الطرفين، بمبادرة انفرادية، تحديد حجم الحركة، عدد الرحلات أو مدى انتظامها أو نوع أو أنواع الطائرات التي تقوم بتشغيلها مؤسسات النقل الجوي المعينة التابعة للطرف المتعاقد الآخر إلا في حالة وجود دوافع جمركية أو قنبلة ذات صلة بالتشغيل أو بالبيئة وذلك بموجب شروط موحدة متطابقة مع متطلبات المادة 15 من الاتفاقية.

المادة 6 : تطبيق القوانين والأنظمة

- 1 تسرى قوانين وأنظمة أحد الطرفين المتعاقدين التي تحكم دخول، إقامة و MAGA الدخول، إقامة و MAGA مغادرة الطائرات المستعملة في خدمة جوية دولية وكذا تشغيل و ملاحة هذه الطائرات على مؤسسة النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر عند الدخول والإقامة والخروج من إقليم الطرف المتعاقد الأول.
- 2 تطبق قوانين وأنظمة أحد الطرفين المتعاقدين المتعلقة بالدخول إلى إقليمه وإقامته به ومغادرته وعبره فيما يخص المسافرين والطاقم والأمتنة والبضائع والبريد كذلك المتعلقة بالدخول والهجرة والجوازات والجمارك والإجراءات الصحية، على مؤسسة النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر وعلى الأطقم والركاب أو من ينوب عنهم والبضائع والشحن والبريد عند دخول إقليم الطرف المتعاقد الأول، أو عبره، أو مغادرته أو أثناء التواجد به.

المادة 7 : العبور المباشر

يخضع المسافرون والأمتنة والبضائع في حالة العبور المباشر من خلال إقليم كلا الطرفين المتعاقدين دون ترك مجال المطار المخصص لهذا الغرض إلى مراقبة بسيطة. كما يخضع المسافرون والأمتنة والبضائع في حالة العبور المباشر من خلال إقليم كلا الطرفين المتعاقدين دون ترك مجال المطار المخصص لهذا الغرض إلى مراقبة مكثفة لداعي أمن الطيران، أو مكافحة المخدرات، أو تجنب الدخول غير الشرعي أو لظروف خاصة.

2- بمجرد التوصل بمثل هذا التعين وبالطلب الوارد من مؤسسة النقل الجوي المعينة من أجل الحصول على رخص التشغيل، يمنح الطرف المتعاقد الآخر الرخص المنامية في أقرب الأجال أو تلك شريطة :

أ- أن تكون الأغلبية من الملكية والمراقبة الفعلية للمؤسسة بيد الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة أو بيد رعايا هذا الطرف المتعاقد أو بيدهما معاً؛

ب- أن تكون المؤسسة المعينة حاصلة على شهادة مشغل جوي أو أي وثيقة معادلة صالحة طبقاً للقوانين والأنظمة الملاحية المفروض عليها في الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة؛

ج- أن يتمتع الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة بالمراقبة التنظيمية الفعلية مؤسسة النقل الجوي؛

د- أن تستوفى المؤسسة المعينة الشروط المنصوص عليها في القوانين والأنظمة التي تطبق عادة عند تشغيل الخدمات الجوية من قبل الطرف المتعاقد الذي يفحص الطلب أو الطلبات؛

هـ- أن يعتمد ويطبق الطرف المتعاقد الذي عين مؤسسة النقل الجوي المعايير المحددة في المادتين 12 (السلامة الجوية) و 13 (أمن الطيران) من هذا الاتفاق.

المادة 4 : سحب أو إلغاء أو تعليق أو حد رخص التشغيل :

1- يحتفظ كل طرف متعاقد بحقه في سحب أو إلغاء أو تعليق أو الحد من رخص التشغيل المنوحة لمؤسسة النقل الجوي المعينة من الطرف المتعاقد الآخر أو فرض شروط فإذا :

أ- لم تكن الأغلبية من الملكية والمراقبة الفعلية للمؤسسة المعينة بيد الطرف المتعاقد الآخر الذي عين المؤسسة أو بيد رعايا هذا الطرف المتعاقد ، أو بيدهما معاً؛

بـ- لم تكن المؤسسة المعينة حاصلة على شهادة مشغل جوي أو وثيقة معادلة صالحة طبقاً للقوانين والأنظمة الملاحية المفروض عليها في الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة؛

جـ- لم تمتل المؤسسة المعينة للقوانين والأنظمة التي تطبق عادة عند تشغيل الخدمات الجوية الدولية من قبل الطرف المتعاقد الذي يفحص الطلب أو الطلبات؛ أو

دـ- لم يعتمد ولم يطبق الطرف المتعاقد الآخر المعايير المنصوص عليها في المادة 12 (السلامة الجوية) و 13 (أمن الطيران) من هذا الاتفاق.

2- ما لم يكن من الضروري اتخاذ إجراءات فورية لتفادي حدوث مخالفات جديدة لمقتضيات الفقرتين (ج) و (د) من البند 1، فلا يمكن ممارسة الحقوق المنوحة بموجب هذه المادة إلا بعد إجراء مشاورات مع سلطات الطيران لدى الطرف المتعاقد الذي عين مؤسسة النقل الجوي طبقاً للمقتضيات المذكورة بالمادة 17 (مشاورات وتعديلات) بهذه الاتفاق.

كـ. "رسوم الاستعمال" هي رسوم مفروضة على مؤسسات النقل الجوي من قبل سلطات الطيران أو مخولة من قبلهم باستعمالها، عند استعمال المنشآت وخدمات المطار وتجهيزات وخدمات الملاحة الجوية، بما في ذلك التجهيزات والخدمات الخاصة بالطائرة وطاقتها والمسافرين والبضائع.

وقصد تجنب الشك، كل الإشارات إلى المفرد تشمل الجمع، وكل الإشارات إلى الجمع تشمل المفرد.

المادة 2 : منع حقوق النقل

1- يمنع كل طرف متعاقد الطرف المتعاقد الآخر الحقوق المحددة في هذا الاتفاق من أجل تشغيل خدمات جوية دولية على الطرق المحددة في جدول الطرق في ملحق هذا الاتفاق.

2- مع مراعاة أحكام هذا الاتفاق، تتمتع مؤسسة النقل الجوي المعينة من قبل كل طرف متعاقد، خلال تشغيل الخدمات الجوية الدولية بالحقوق التالية:

أـ. حق عبورإقليم الطرف المتعاقد الآخر دون الهبوط فيه؛

بـ. حق الهبوط لأغراض غير تجارية في الإقليم المذكور؛

جـ. حق الهبوط بإقليم الطرف المتعاقد الآخر عند استغلال الطرق المحددة في ملحق هذا الاتفاق وذلك لغرض إرکاب و إنزال الركاب وبضائع وبريد المنقولين بطريقه منفصلة أو مجتمعة على الخطوط المحددة في جدول الطرق من أو إلى النقاط المتواجدة على إقليم الطرف المتعاقد الآخر أو على إقليم دولة ثالثة.

3- تتمتع مؤسسة النقل الجوي المعينة من قبل كل طرف متعاقد، غير مؤسسات النقل الجوي المعينة بمقتضى المادة 3 (التعيين و رخصة التشغيل) بهذا الاتفاق، بالحقوق المحددة بالقرتين (أ) و(ب) من البند 2 بهذه المادة. وينبغي على هذه المؤسسة الامتثال لشروط أخرى بمقتضى القوانين والتنظيمات التي يخضع لها تشغيل خدمات النقل الجوي الدولية، وذلك من قبل الطرف المتعاقد الذي يدرس المطلب.

4- ليس في أحكام هذه المادة ما يخول لمؤسسة معينة من قبل أحد الطرفين المتعاقدين حق نقل ركاب وأمتعة وبضائع وبريد بمقابل من نقطة داخل إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلى نقطة أخرى في نفس إقليم هذا الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 3 : التعيين و رخصة التشغيل

1- يحق لكل طرف متعاقد أن يعين كتابة مؤسسة نقل جوي واحدة أو أكثر لتشغيل الخدمات المعتمدة على الطرق المحددة و سحب أو تغير هذه التعيينات طبقاً لهذا الاتفاق. وتحدد هذه التغيرات إذا كانت مؤسسة النقل الجوي قد رخص لها بتشغيل الخدمات المعتمدة على الطرق المحددة في ملحق هذا الاتفاق.

رغبة منها في تمكين مؤسسات النقل الجوي من منح جمهور المسافرين والشاحنات أسعاراً وخدمات تنافسية بأسواق متقدمة؛

رغبة منها في ضمان أعلى درجات السلامة والأمن في النقل الجوي الدولي، وللإعادة التأكيد على كلّهما البالغ شأن ما يقع من أعمال أو تهديدات ضدّ أمن الطيران المدني، الأمر الذي يعرض سلامة الأشخاص أو الممتلكات للخطر ويؤثّر سلباً على عمليات النقل الجوي ويفقد من ثقة الجمهور في سلامة الطيران المدني ،

ولكونهما طرفان في اتفاقية الطيران المدني الدولي التي فتحت باب التوقيع عليها في مدينة شيكاغو في اليوم السابع من شهر ديسمبر عام 1944 ،

اتفقنا على ما يلي :

المادة 1 : تعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

أ- يعني لفظ "اتفاقية الطيران المدني الدولي" التي فتحت للتوقيع بشيكاغو في اليوم السابع من ديسمبر 1944 ، بما في ذلك الملحق المعتمد طبقاً للمادة 90 من تلك الاتفاقية وكذا كل تعديل يتعلق بالاتفاقية أو ملحقها وفق المادتين 90 و 94 إذا ما تمت المصادقة على هذه الملحق والتعديلات أو تم إعتمادها من قبل الطرفين المتعاقدين؛

ب- يعني لفظ "اتفاق" هذا الاتفاق وملحقه وكذا كل تعديل يجري على أي منها؛

ج- تعني عبارة "سلطات الطيران" :

بالنسبة لحكومة المملكة العربية، الوزير المسؤول عن الطيران المدني؛
بالنسبة لحكومة جمهورية الجيبوتي، الوزير المسؤول عن الطيران المدني.

وفي الحالتين الآتتين أي شخص أو هيئة يعهد إليها القيام بأي وظيفة متعلقة بالطيران المدني أو بوظائف مشابهة؛

د- تعني عبارة "الخدمات المعتمدة" الخدمات الجوية المنشأة على الطرق المحددة طبقاً لملحق هذا الاتفاق؛

هـ "الخدمة الجوية" و "الخدمة الجوية الدولية" و "مؤسسة النقل الجوي" و "الهبوط لأغراض غير تجارية" تفيد هذه المصطلحات نفس المعاني التي حدّدت في المادة 96 من الاتفاقية؛

وـ تعني عبارة "مؤسسة النقل الجوي المعينة" مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التي تم تعينها من قبل طرف متعاقد ورخص لها من قبل الطرف المتعاقد الآخر طبقاً للمادة 3 من هذا الاتفاق؛

زـ "تجهيزات الطائرة" "مؤن الطائرة" و "قطع الغيار": تفيد هذه المصطلحات نفس المعاني التي حدّدت في الملحقة 9 لاتفاقية؛

حـ تعني عبارة "الطرق المحددة" الطرق المحددة في ملحق هذا الاتفاق؛

طـ يعني لفظ "التعريفة" الأسعار المخصصة لنقل المسافرين والبضائع والسلع وشروط تطبيقها بما في ذلك العمولات والأجور الأخرى الإضافية للوكالات أو بيع تذاكر النقل باستثناء الأجور وشروط نقل البريد؛

يـ يعني لفظ "الإقليم" بالنسبة للدولة المناطق البرية والمياه الإقليمية المتاخمة لها والموجدة تحت سيادتها.

ظهير شريف رقم 1.18.58 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بالرباط في فاتح أغسطس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الجيبوتي

الحمد لله وحده،

التابع الشفيف - بداخله :
محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد

يعلم من ظهيرنا الشفيف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بالرباط في فاتح أغسطس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الجيبوتي ؛

وعلى القانون رقم 59.17 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشفيف رقم 1.18.50 بتاريخ 21 من رمضان 1439 (6 يونيو 2018) ؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،
أصدرنا أمرنا الشفيف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشفيف هذا، الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بالرباط في فاتح أغسطس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الجيبوتي.

وحرر ببوزنيقة في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

اتفاق بشأن الخدمات الجوية
بين
حكومة المملكة المغربية
و
حكومة جمهورية الجيبوتي

إن حكومة المملكة المغربية؛

وحكومة جمهورية الجيبوتي؛

المشار إليهما فيما بعد " بالطرفين المتعاقدين "؛

رغبة منها في تعزيز نظام النقل الجوي الدولي المبني على المنافسة العادلة بين مؤسسات النقل الجوي؛

رغبة منها في تيسير تطور النقل الجوي الدولي، خاصة بإقامة شبكة النقل الجوي التي توفر خدمات جوية وفقاً لاحتياجات المسافرين والشاحنين؛

الملحق

الطرق

I- الطرق المغربية

النقط بال المغرب: أية نقطة أو أي نقط

النقط الوسطية: أية نقطة أو أي نقط

النقط بتزانيا: المطار الدولي لجوليوس نبيري، ومطار كيليمانجارو الدولي، ومطار عبد أمان كاروم

الدولي

النقط ما وراء: أية نقطة أو أي نقط

II- الطرق التزانية

النقط بتزانيا: أية نقطة أو أي نقط

النقط الوسطية: أية نقطة أو أي نقط

النقط بال المغرب: الدار البيضاء وأي نقطتين آخرين

النقط ما وراء: أية نقطة أو أي نقط

ملاحظة : يمكن حذف أية نقطة أو كل النقط الوسطية و/او النقط ما وراء الطرق المحددة إذا رغبت أي مؤسسة للنقل الجوي بذلك في أي من أو كل الرحلات.

بالاستلام من الطرف المتعاقد الآخر، فيعتبر أن الإشعار قد تم تسلمه بعد مضي أربعة عشر (14) يوماً من تاريخ تسلم منظمة الطيران المدني الدولي لنفس الإشعار.

المادة 22 : تسجيل الاتفاق

يقوم الطرفان المتعاقدان بتسجيل هذا الاتفاق وكذا التعديلات اللاحقة الخاصة به لدى منظمة الطيران المدني الدولي.

المادة 23 : الدخول حيز التنفيذ

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بتاريخ آخر إشعار، بواسطة تبادل المذكرات الدبلوماسية، يخبر من خلاله أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر باستكمال الإجراءات القانونية الداخلية المتطلبة طبقاً لقوانينه وأنظمته لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ.

وإثباتاً لذلك وقع المفوضان المخول لهما من قبل حكومتيهما على هذا الاتفاق؛

حرر بدار السلام، بتاريخ 24 أكتوبر 2016، في نظيرتين أصليين باللغتين العربية والإنجليزية، وللنصين معاً نفس الحجية. في حال وجود أي اختلاف في التأويل يرجح النص الإنجليزي.

عن
حكومة جمهورية تنزانيا المتحدة

ماكامي مباراوا
وزير العمل والنقل والاتصال

عن
حكومة المملكة المغربية

صلاح الدين مزوار
وزير الشؤون الخارجية والتعاون

*

* * *

3- يتم أي تعديل لهذا الاتفاق أو ملحقه عن طريق تبادل المذكرات الدبلوماسية، ويدخل حيز التنفيذ في التاريخ المنصوص عليه في آخر مذكرة.

المادة 19: الاتفاقيات متعددة الأطراف

في حالة دخول اتفاقية للنقل الجوي متعددة الأطراف، تم قبولها من الطرفين المتعاقدين، حيز التنفيذ، ترجح مقتضيات هذه الاتفاقية. تتم كل المباحثات المتعلقة بتحديد إلى أي مدى يتم إنهاء، تعويض أو تعديل أو تكميل هذا الاتفاق بمقتضيات الاتفاقية متعددة الأطراف، وفقاً للمادتين 18 و 21 من هذا الاتفاق.

المادة 20 : تسوية الخلافات

1- إذا نشأ خلاف بين الطرفين المتعاقدين حول تأويل أو تطبيق هذا الإتفاق، فإنهما يعملان جاهدين على تسويته أولاً عن طريق المشاورات والمفاوضات المباشرة.

2- إذا لم يتم التوصل إلى تسوية بالطرق المشار إليها أعلاه، يعرض الخلاف بطلب من أحد الطرفين المتعاقدين على محكمة (تسمى فيما بعد "الهيئة التحكيمية") تتالف من ثلاثة حكام. يعين كل من الطرفين المتعاقدين حكماً واحداً ويتافق الحكمان المعينان على تعيين الحكم الثالث. ويعين لا يكون الحكم الثالث مواطناً لأحد الطرفين المتعاقدين، ويترأس هذا الحكم الهيئة التحكيمية.

3- يعين كل من الطرفين المتعاقدين حكماً في أجل ستين (60) يوماً من تاريخ استلام أحد الطرفين المتعاقدين إشعاراً موجهاً من الطرف المتعاقد الآخر، عبر القنوات الدبلوماسية، يطلب من خلاله عرض الخلاف على تحكيم هيئة تحكيمية، ويعين الحكم الثالث في غضون ستين (60) يوماً إضافية. إذا لم يعين أحد الطرفين المتعاقدين حكماً خلال المدة المحددة أو إذا لم يتم تعيين الحكم الثالث خلال المدة المحددة، يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب من رئيس مجلس منظمة الطيران المدني الدولي تعيين حكم أو حكام بحسب ما يقتضيه الحال. وإن كان الرئيس من نفس جنسية أحد الطرفين المتعاقدين، فإن نائب الرئيس الأكثر أقدمية يتولى التحكيم ما لم يكن غير مؤهل لذلك.

4- تحدد الهيئة التحكيمية نظامها الداخلي.

5- مع مراعاة القرار النهائي للهيئة التحكيمية، فإن الطرفين المتعاقدين يتحملان بالتساوي المصاريف المتعلقة بالتحكيم.

6- يمثل الطرفان المتعاقدان لكل قرار / قرارات صادر(ة) عن الهيئة التحكيمية.

7- إذا لم يمثل أحد الطرفين المتعاقدين لقرار الهيئة التحكيمية الصادر بمقتضى هذه المادة، يجوز للطرف المتعاقد الآخر بقدر ما يدوم عدم الإمتثال، حد أو سحب أو تعليق أو إلغاء الحقوق أو الامتيازات التي منحها بموجب هذا الاتفاق للطرف المتعاقد المخل أو لمؤسسة / مؤسسات النقل الجوي المعينة التابعة له.

المادة 21 : إنهاء الاتفاق

يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين، في أي وقت، أن يشعر الطرف المتعاقد الآخر، كتابة وعبر القنوات الدبلوماسية، بنيته في إنهاء هذا الاتفاق. على أن يتم إبلاغ هذا الإشعار في نفس الوقت إلى منظمة الطيران المدني الدولي. في هذه الحالة ينتهي العمل بهذا الاتفاق بعد مرور إثنى عشر (12) شهراً من تاريخ تسلم الطرف المتعاقد الآخر للإشعار، أو بعد أي مدة أقصر تم الاتفاق عليها بين الطرفين المتعاقدين، ما لم يتم سحب الإشعار باتفاق مشترك قبل انتهاء مدة الصلاحية. إذا لم يتم التوصل بإشعار

هـ بيع الخدمات الجوية الدولية والمنتجات المتعلقة بذلك وتسويقها بإقليم الطرف المتعاقد الآخر مباشرةً وبواسطة وكلائها أو وسطاء آخرين إذا رغبت في ذلك، ويجب أن يجري هذا البيع بالعملة المحلية أو بالعملات القابلة للتحويل الخاصة بالدول الأخرى؛

وـ تحويل، بناء على طلب، فائض الأرباح المحصل عليها محلياً إلى إقليم مؤسسته. ويسمح بتحويل الأموال فوراً دون قيود أو ضرائب وفق أسعار الصرف المعمول بها في المعاملات التجارية والمبلغ المحول في التاريخ الذي يقوم فيه صاحب الطلب بتبنته طلب التحويل. وتجرى هذه التحويلات طبقاً لأنظمة أسعار العملة الصعبة المعمول بها بالنسبة للطرف المتعاقد المعنى بالأمر؛

زـ دفع النفقات المحلية، بما في ذلك شراء الوقود، في إقليم الطرف المتعاقد الآخر، وذلك بالعملة المحلية. كما يجوز لمؤسسات النقل الجوي التابعة لأي من الطرفين المتعاقدين، إذا رغبت بذلك، دفع تلك النفقات بإقليم الطرف المتعاقد الآخر بعميلات قابلة للتحويل بشكل حر وفق أنظمة العملة المحلية.

2- يحق لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل أي من الطرفين المتعاقدين إبرام اتفاقيات التعاون في التسويق التجاري وفق القوانين والأنظمة والسياسات الوطنية، كالاتفاقيات المتعلقة بنظام السعة المحجوزة، أو المشاركة في نظام تقاسم الرموز أو التأجير مع مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة لأي من الطرفين المتعاقدين أو ممؤسسات طرف ثالث، شريطة أن تتوفر هذه المؤسسات على رخصة التشغيل المناسبة.

3- قد يفرض على مؤسسة النقل الجوي التجاري إيداع أي من اتفاقيات التعاون في التسويق التجاري المقترحة لدى سلطات الطيران التابعة لأي من الطرفين قبل اعتمادها.

4- حين تطرح مؤسسة النقل الجوي التجاري خدمات البيع، ينبغي عليها أن توضح لمشتري تذاكر تلك الخدمات، في نقطة البيع، أي مؤسسة للنقل الجوي ستصبح المؤسسة المشغلة في كل قطاع من الخدمات ومع أي مؤسسة أو ممؤسسات النقل الجوي سيدخل المشتري في علاقة تعاقدية.

المادة 17: تأجير الطائرات

1- يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين منع استعمال طائرة مستأجرة للخدمات طبقاً لهذا الاتفاق، والتي لا تمثل لمقتضيات المادة 12 (السلامة الجوية) والمادة 13 (أمن الطيران) من هذا الاتفاق.

2- مع مراعاة الفقرة 1 من هذه المادة، يجوز لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل أي من الطرفين المتعاقدين تشغيل خدمات طبقاً لهذا الاتفاق عن طريق استعمال طائرات مستأجرة تحترم الالتزامات المنصوص عليها في المادة 12 (السلامة الجوية) والمادة 13 (أمن الطيران) من هذا الاتفاق.

المادة 18 : مشاورات و تعديلات

1. تقوم سلطات الطيران المدني التابعة للطرفين المتعاقدين، بروح من التعاون الوثيق، بالتشاور فيما بينها من وقت لآخر لضمان تنفيذ مقتضيات هذا الاتفاق وملحقه والامتثال لها بصورة مرضية، كما تقوم تلك السلطات بالتشاور فيما بينها، عند الضرورة، للنظر في تعديل هذا الاتفاق أو ملحقه.

2. يجوز لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب إجراء مشاورات يمكن أن تتم عبر محادثات شفوية أو عن طريق تبادل المراسلات. ما لم يتفق الطرفان المتعاقدان على خلاف ذلك، تبدأ هذه المشاورات في أجل ثلاثين (30) يوماً من تاريخ تسلم الطرف المتعاقد الآخر للطلب.

أـ مؤن الطائرة التي شحنت في إقليم أحد الطرفين المتعاقدين وذلك في الحدود التي عينتها سلطات طيران الطرف المتعاقد المذكور والموجهة للاستعمال على متن الطائرات المغادرة التي تؤمن خدمة معتمدة للطرف المتعاقد الآخر؛

بـ قطع الغيار المستوردة على إقليم أحد الطرفين المتعاقدين لصيانة أو إصلاح الطائرات المستعملة لأجل الخدمات المعتمدة، من قبل مؤسسة النقل الجوي المعينة من لدن الطرف المتعاقد الآخر؛

جـ الوقود وزيوت التشحيم والمواد الاستهلاكية المخصصة لتمويل الطائرات عند الوصول / العبور / المغادرة والمشغلة على الخدمات المعتمدة من طرف مؤسسة/مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر حتى ولو استعملت هذه المؤن على جزء من الرحلة المنجزة على إقليم الطرف المتعاقد الذي شحنت منه.

3ـ يمكن أن تخضع المعدات و المؤن المشار إليها في الفقرات الفرعية (أ) و (ب) و (ج) من الفقرة 2 من هذه المادة لحراسة ومراقبة الجمارك الخاصة بالطرفين المتعاقدين.

4ـ تغى الأمتنة والبضائع العابرة مباشرة، من رسوم الجمارك والضرائب الأخرى المشابهة شريطة أن تكون خاضعة لحراسة ومراقبة الجمارك.

5ـ لا يمكن تفريغ التجهيزات العادية للطائرات وكذا الأدوات والمؤن التي توجد على متن طائرات إحدى مؤسسات النقل الجوي المعينة التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين في إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلا بعد موافقة سلطات جمارك ذلك الطرف المتعاقد الآخر، ويمكن لسلطات الجمارك هذه أن تفرض وضع هذه التجهيزات والأدوات والمؤن تحت مراقبتها إلى أن يعاد نقلها أو إذا تم الاتفاق بشأنها على خلاف ذلك طبقاً لقوانين وأنظمة الجمركية.

المادة 15 : مقر الضريبة

إن المدخلات الناتجة عن تشغيل الرحلات الجوية الدولية من قبل مؤسسة النقل الجوي المعينة من طرف أحد الطرفين المتعاقدين، لا تخضع للرسوم الضريبية إلا في الدولة/الجهة التي يوجد فيها المقر الرئيسي والفعلي لتلك المؤسسة.

المادة 16 : الأنشطة التجارية

1ـ وفقاً لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الآخر، يمنح لكل مؤسسة/مؤسسات النقل الجوي معينة تابعة لأحد الطرفين المتعاقدين الحقوق التالية:

أـ فيما يتعلق بالدخول والإقامة والعمل، جلب و إبقاء، فوق إقليم الطرف المتعاقد الآخر، موظفيها الإداريين و المختصين الآخرين وكذا التجهيزات المكتبية والتجهيزات الأخرى ذات الصلة والمستلزمات الترويجية الضرورية لتشغيل خدماتها الجوية الدولية ؛

بـ توظيف موظفين تقنيين وإداريين وتجاريين من جنسيتها وذلك وفق القوانين وأنظمة الجاري بها العمل في الدولة التي سيشغله بها هؤلاء الموظفون؛

جـ الاستعانة بخدمات موظفي أي منظمة أو شركة أو مؤسسة للنقل الجوي أخرى تشغله بإقليم الطرف المتعاقد الآخر؛

دـ تأسيس مكاتب بإقليم الطرف المتعاقد الآخر لأغراض تدبير الخدمات الجوية وترويجها وبيعها؛

3- يتصرف الطرفان المتعاقدان، في العلاقات المتبادلة فيما بينهما، وفقاً لأحكام أمن الطيران الموضوعة من جانب منظمة الطيران المدني الدولي والمحددة كملاحق لاتفاقية بقدر ما تكون تلك الأحكام الأممية سارية على الطرفين المتعاقدين. كما يتعين على كل طرف متعاقد إلزام مشغلي الطائرات المدنيين بسجلاته أو الذين يتواجد مركز أعمالهم الرئيسي أو محل إقامتهم الرئيسي في إقليمه، ومشغلي المطارات الموجودة في إقليميه، بالتصرف طبقاً لأحكام أمن الطيران المذكورة.

4- يوافق كل طرف متعاقد على أنه يجوز إلزام مشغلي طائراته بمراقبة أحكام أمن الطيران المشار إليها في الفقرة 3 من هذه المادة، والتي يقتضيها الطرف المتعاقد الآخر بالنسبة للدخول إلى إقليم هذا الطرف المتعاقد الآخر أو مغادرته أو أثناء التواجد فيه. ويتعين على كل طرف متعاقد، أن يتتأكد من التطبيق الفعال للإجراءات الملائمة داخل إقليميه، من أجل حماية الطائرات، وضمان تفتيش الركاب، والطاقم، والأمتعة اليدوية، والأمتعة والبضائع، ومؤن الطائرات قبل وأثناء صعود الركاب أو تحويل البضائع. وعلى كل طرف متعاقد، أن ينظر بعين العطف لأي طلب من الطرف المتعاقد الآخر قصد اتخاذ إجراءات أمنية خاصة معقولة لمواجهة تهديد معين.

5- حين يقع حادث أو تهديد بالاستيلاء غير المشروع على طائرة مدنية، أو أي أفعال غير مشروعة أخرى ضد سلامة تلك الطائرات وركابها وأطقمها وكذلك ضد المطارات أو تجهيزات وخدمات الملاحة الجوية، يتعين على كل طرف متعاقد أن يساعد الطرف المتعاقد الآخر عن طريق تسهيل الاتصالات وغير ذلك من التدابير الملائمة التي تستهدف إنهاء الواقعة أو التهديد بوقوعها بسرعة وأمان.

6- حين يكون لطرف متعاقد دوافع معقولة للاعتقاد بأن الطرف المتعاقد الآخر لم يحترم مقتضيات السلامة الجوية لهذه المادة، فإنه يمكن لذلك الطرف المتعاقد أن يطلب مشاورات فورية مع الطرف المتعاقد الآخر.

7- دون الإخلال بالمادة 4 (سحب أو إلغاء أو تعليق أو حد رخص التشغيل) من هذا الاتفاق، يشكل عدم التوصل إلى اتفاق مرضي في غضون 15 يوماً من تاريخ هذا الطلب سبباً لإلغاء أو سحب أو تعليق أو حد أو فرض شروط على رخص التشغيل الخاصة بالنقلات الجوية لكلا الطرفين المتعاقدين .

8- عند وقوع تهديد فوري واستثنائي، يمكن لأي طرف متعاقد أن يتخذ الإجراءات المؤقتة قبل مرور 15 يوماً.

9- يجب إلغاء كل إجراء تم اتخاذه من قبل أحد الطرفين المتعاقدين طبقاً للفقرة 7 من هذه المادة بعد امتنال الطرف المتعاقد الآخر لمقتضيات هذه المادة.

المادة 14 : الإعفاء من الرسوم الجمركية والضرائب ورسوم أخرى

1- تعفى الطائرات المشغلة على الخدمات المعتمدة من قبل مؤسسات النقل الجوي المعينة من لدن أي من الطرفين المتعاقدين، وكذا تجهيزات الطائرات واحتياجات الوقود وزيوت التشحيم ومؤن الطائرة (بما في ذلك المواد الغذائية والمشروبات وال-cigarettes) المنقولة على متن هذه الطائرات، وذلك عند الدخول إلى إقليم الطرف المتعاقد الآخر، من الرسوم الجمركية ومصاريف التفتيش وغيرها من الرسوم والضرائب المماثلة، شريطة أن تظل هذه التجهيزات والمؤن و المواد على متن الطائرات إلى حين إعادة نقلها أو استعمالها أثناء الجزء من الرحلة المنجز فوق ذلك الإقليم ؛

2- مع مراعاة الفقرة (3) من هذه المادة، تعفى كذلك من رسوم الجمارك ومصاريف التفتيش وغيرها من الرسوم والضرائب المماثلة باستثناء الضرائب المتعلقة بالخدمات المقدمة كل من:

ووئائق طاقمها وكذا من حالة الطائرة وتجهيزاتها ظاهرياً (المشار إليه في هذه المادة "عملية التفتيش")، شريطة لا يتسبب ذلك في تأخير غير معقول في تشغيل الطائرة.

4- إذا أفضت عملية أو عمليات التفتيش إلى ما يلي:

أ- قلق بالغ بشأن عدم احترام طائرة أو تشغيلها للحد الأدنى للمعايير التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية؛ أو

ب- قلق بالغ بشأن الاعتماد والتطبيق الفعليين لمعايير السلامة التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية؛

فإنه يحق للطرف المتعاقد الذي أجرى عملية التفتيش لأغراض المادة 33 من الاتفاقية أن يستنتاج أن الالتزامات التي تم بموجبها تسليم الشهادات والرخص فيما يتعلق بالطائرة وطاقمها أو المصادقة عليها، أو أن الالتزامات التي بموجبها يتم تشغيل الطائرة لا تساوي أو تفوق الحد الأدنى للمعايير المحددة بموجب الاتفاقية.

5- في حالة ما إذا رفض ممثل مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي إمكانية مباشرة عملية تفتيش الطائرة المشغلة بمؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة لأحد الطرفين المتعاقدين طبقاً للفقرة 3 من هذه المادة، فإنه يحق للطرف المتعاقد الآخر أن يستنتاج وجود القلق البالغ من الحالات المذكورة بالفقرة 4 من هذه المادة ويتوصل إلى الخلاصات المذكورة بتلك الفقرة.

6- يتمتع كل طرف متعاقد بحق تعليق أو تغيير رخص التشغيل الخاصة بمؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الآخر فوراً بعد استنتاج الطرف المتعاقد الأول، سواء نتيجة عملية أو عمليات التفتيش أو رفض الولوج لإجراء عملية التفتيش أو مشاورات أو غيرها. إن القيام بهذا الإجراء الفوري ضروري من أجل سلامة تشغيل مؤسسة النقل الجوي.

7- يجب إلغاء كل إجراء تم اتخاذه من قبل أحد الطرفين المتعاقدين طبقاً للفقرتين 2 أو 6 من هذه المادة حال انتهاء السبب الذي أدى إلى اتخاذ هذا الإجراء.

المادة 13 : أمن الطيران

1- يؤكد الطرفان المتعاقدان وفقاً لحقوقهما والالتزاماتهما بموجب القانون الدولي، أن التزام كل منهما نحو الآخر بحماية أمن الطيران المدني من أفعال التدخل غير المشروع يشكل جزءاً لا يتجزأ من هذا الاتفاق. وبدون تقييد لعمومية حقوقهما والالتزاماتهما بموجب القانون الدولي، يتعين على الطرفين المتعاقدين أن يتصرفَا بشكل خاص وفقاً لأحكام الاتفاقية المتعلقة بالأفعال والجرائم الأخرى المرتكبة على متن الطائرات، الموقعة في طوكيو بتاريخ 14 سبتمبر 1963، واتفاقية قمع الاستيلاء غير المشروع على الطائرات، الموقعة في لاهاي بتاريخ 16 ديسمبر 1970، واتفاقية قمع الأفعال غير المشروعية الموجهة ضد سلامة الطيران المدني، الموقعة في مونتريال بتاريخ 23 سبتمبر 1971 وبروتوكولها الإضافي بشأن أعمال العنف المحظورة بمطارات الطيران المدني الدولي، الموقع بمونتريال بتاريخ 24 فبراير 1988 واتفاقية تمييز المتogrations البلاستيكية بغرض كشفها الموقعة في مونتريال بتاريخ 1 مارس 1991 وكل الاتفاقيات أو البروتوكولات المتعلقة بأمن الطيران التي ينضم إليها الطرفان المتعاقدان.

2- يقدم الطرفان المتعاقدان، عند الطلب، كل المساعدة الضرورية إلى كل منهما لمنع أفعال الاستيلاء غير المشروع على الطائرات المدنية وغير ذلك من الأفعال غير المشروعية التي ترتكب ضد سلامة تلك الطائرات وركابها وطاقمها وسلامة المطارات وتجهيزات وخدمات الملاحة الجوية، ولمنع أي تهديد آخر ضد أمن الطيران المدني.

- أ- تجنب التعريفات والممارسات التمييزية غير المعقولة؛
- ب- حماية المستهلكين من التعريفات المرتفعة بشكل غير معقول أو المقيدة بشكل غير معقول بسبب سوء استغلال الوضع المسيطر أو الممارسات المتفق عليها من قبل الناقلات الجوية؛ و
- ج- حماية مؤسسات النقل الجوي من التعريفات المنخفضة بشكل غير طبيعي وذلك بسبب الإعانات أو المساعدات الحكومية المباشرة أو غير المباشرة.

المادة 10 : تبادل المعلومات

تزود سلطات الطيران الخاصة بكل طرف متعاقد سلطات طيران الطرف المتعاقد الآخر، بناء على طلب هذا الأخير بالمعلومات المتعلقة بحركة النقل المنجزة على الخدمات المعتمدة من طرف مؤسساتها الجوية المعنية. وتشمل هذه المعلومات الإحصائيات وجميع المعلومات الأخرى غير السرية الازمة لتحديد حجم الحركة المنجزة من طرف هذه المؤسسات على الخدمات المعتمدة.

المادة 11 : الاعتراف بالشهادات والرخص

- 1- يعترف كل من الطرفين المتعاقدين بصلاحية شهادات صلاحية الطائرة للطيران وشهادات الأهلية لأفراد طاقم الطائرة والإجازات المسلمة أو المصادق عليها طبقاً لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الآخر والساربة المفعول، وذلك بهدف تشغيل الطرق الجوية المحددة في ملحق هذا الاتفاق، شريطة أن تكون الالتزامات التي يتم تسليم تلك الشهادات والرخص أو المصادقة عليها بموجبها مساوية أو أعلى من الحد الأدنى للمعايير التي وضعت بموجب الاتفاقية.
- 2- غير أنه يحتفظ كل طرف متعاقد بحقه في الرفض بعدم الاعتراف، للملاحة داخل إقليمه، بصلاحية تلك الشهادات والرخص التي منحت لرعاياه من قبل الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 12 : السلامة الجوية

- 1- يجوز لكل من الطرفين المتعاقدين أن يطلب إجراء مشاورات في أي وقت بشأن القواعد القياسية الخاصة بالسلامة لدى الطرف المتعاقد الآخر في المجالات المتعلقة بتجهيزات وخدمات الطيران، وأطقم القيادة، والطائرات، وتشغيل الطائرات. ويجب أن تتم تلك المشاورات في غضون ثلاثة (30) يوماً ابتداء من تاريخ تقديم هذا الطلب.
- 2- إذا وجد أحد الطرفين المتعاقدين، بعد تلك المشاورات، أن الطرف المتعاقد الآخر لا يعتمد بالفعل قواعد متعلقة بالسلامة ولا يطبقها في المجالات المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة بحيث تفي بالحد الأدنى للمعايير التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية، فإن الطرف المتعاقد الأول يبلغ الطرف المتعاقد الآخر بتلك الاستنتاجات وبالخطوات التي تعتبر ضرورية لاحترام المعايير الدنيا التي وضعت في ذلك الوقت بموجب الاتفاقية، ويجب على الطرف المتعاقد الآخر عندئذ أن يتخذ الإجراءات التصحيحية الملائمة. ويكون عدم اتخاذ الطرف المتعاقد الآخر الإجراءات المناسبة في غضون 15 يوماً أو في مدة أطول كما اتفق عليه، سبباً لتطبيق الفقرة الفرعية (هـ) من الفقرة 1 من المادة 4 (سحب أو إلغاء أو تعليق أو حد رخص التشغيل) من هذا الاتفاق.
- 3- طبقاً للمادة 16 من الاتفاقية، من المتفق عليه أيضاً أنه يجوز أن تخضع أي طائرة تقوم بتشغيلها مؤسسة /مؤسسة للطيران تابعة لأحد الطرفين المتعاقدين أو يتم استئجارها، على خدمات من وإلى إقليم الطرف المتعاقد الآخر، عندما تتوارد على إقليم الطرف المتعاقد الآخر، للتفتيش من جانب المندوبين المرخص لهم من الطرف المتعاقد الآخر، على متن الطائرة و حولها للتتأكد من صلاحية وثائق الطائرة

وملاحة هذه الطائرات خلال تواجدها في إقليمه على طائرات مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر عند الدخول والإقامة والخروج من إقليم هذا الطرف المتعاقد.

2- تطبق قوانين وأنظمة أحد الطرفين المتعاقدين المتعلقة بالدخول إلى إقليمه والإقامة به ومغادرته فيما يخص المسافرين والأمتعة والطاقم والبضائع والبريد كذلك المتعلقة بالدخول والخروج والهجرة والجوازات وكذا الإجراءات الجمركية والصحية، على الركاب والأمتعة والأطقم والبضائع والبريد المنقوله بواسطة طائرات مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر عند دخول إقليم الطرف المتعاقد الأول أو مغادرته أو أثناء التواجد فيه.

3- بصفة عامة، عند تطبيق القوانين وأنظمة السارية المعمول، لا يجوز لأي طرف متعاقد إعطاء الأفضلية لمؤسساته أو لأي مؤسسات أخرى على خلاف مؤسسة معينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر تشغل خدمات جوية دولية مماثلة.

المادة 7 : العبور المباشر

يخضع المسافرون والأمتعة والبضائع في حالة العبور المباشر من خلال إقليم أي من الطرفين المتعاقدين دون ترك مجال المطار المخصص لهذا الغرض إلى مراقبة بسيطة. كما يخضع المسافرون والأمتعة والبضائع في حالة العبور المباشر من خلال إقليم أي من الطرفين المتعاقدين دون ترك مجال المطار المخصص لهذا الغرض إلى مراقبة مكثفة لدواعي أمن الطيران أو مكافحة المخدرات أو تجنب الدخول غير الشرعي أو لظروف خاصة.

المادة 8 : رسوم الاستعمال

1- لا ينبغي لأي طرف متعاقد أن يفرض أو يسمح بفرض رسوم استعمال على مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التابعة للطرف المتعاقد الآخر أعلى من تلك المفروضة على مؤسسته التي تشغل خدمات جوية دولية مماثلة.

2- يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع المشاورات حول رسوم الاستعمال بين سلطاته المختصة التي تضع الرسوم ومؤسسات النقل الجوي المستعملة للخدمات والمنشآت التي توفرها سلطاته المختصة حينما يتطلب الأمر ذلك عن طريق المنظمات الممثلة لتلك المؤسسات. ويجب أن يزود هؤلاء المستعملون، وذلك بإشعار معقول، بكل مشروع تغيير للرسوم وذلك من أجل تمكينهم من إبداء رأيهما قبل تطبيق هذه التغييرات. كما يقوم كل طرف متعاقد بتشجيع سلطاته المختصة التي تضع الرسوم ومؤسسات النقل الجوي المستعملة للخدمات على تبادل المعلومات المتعلقة برسوم الاستعمال.

المادة 9 : التعريفات

1- لن يكون الطرفان المتعاقدان ملزمين بابداع التعريفات المفروضة من قبل مؤسسات النقل الجوي أو المصادقة عليها.

2- بغض النظر عن الفقرة 1 من هذه المادة، يمكن لأي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب التزود بالمعلومات حول التعريفات المقترحة من قبل مؤسسته الخاصة أو المؤسسات المعينة التابعة للطرف المتعاقد الآخر قصد نقل البضائع من وإلى إقليمه.

3- دون حصر تطبيق مبادئ المنافسة العادلة وقانون المستهلكين لدى كل طرف متعاقد، يمكن لأي طرف متعاقد المبادرة بطلب المشاورات وفقاً للمقتضيات المنصوص عليها بالمادة 18 (مشاورات وتعديلات) من هذا الاتفاق، وذلك قصد:

د- أن تستوفي المؤسسة المعينة الشروط المنصوص عليها في القوانين والأنظمة التي تطبق عادة عند تشغيل الخدمات الجوية من قبل الطرف المتعاقد الذي يفحص الطلب أو الطلبات؛ و

هـ أن يعتمد ويطبق الطرف المتعاقد الذي عين مؤسسة النقل الجوي المعايير المحددة في المادتين 12 (السلامة الجوية) و 13 (أمن الطيران) من هذا الاتفاق.

المادة 4 : سحب أو إلغاء أو تعليق أو حد رخص التشغيل

1- يحتفظ كل طرف متعاقد بحقه في سحب أو إلغاء أو تعليق أو الحد من رخص التشغيل الممنوحة لمؤسسة النقل الجوي المعينة من الطرف المتعاقد الآخر أو فرض شروط إذا:

أ- لم تكن الأغلبية من الملكية والمراقبة الفعلية لمؤسسة المعينة بيد الطرف المتعاقد الآخر الذي عين المؤسسة أو بيد رعايا هذا الطرف المتعاقد، أو بيهما معاً؛

ب- لم تكن المؤسسة المعينة حاصلة على شهادة مشغل جوي أو وثيقة معادلة صالحة طبقاً للقوانين والأنظمة السارية المفعول لدى الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة؛

ج- لم يكن الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة يتمتع بالمراقبة التنظيمية الفعلية لمؤسسة النقل الجوي؛

د- لم تمثل مؤسسة النقل الجوي المعينة للقوانين والأنظمة التي تطبق عادة عند تشغيل الخدمات الجوية الدولية من قبل الطرف المتعاقد الذي يفحص الطلب أو الطلبات؛ أو

هـ لم تمثل مؤسسة النقل الجوي المعينة للمقتضيات المنصوص عليها في المادة 12 (السلامة الجوية) و 13 (أمن الطيران) من هذا الاتفاق.

2- ما لم يكن من الضروري اتخاذ إجراءات فورية لتفادي كل خرق مقتضيات الفقرتين (ج) و (د) من الفقرة 1 من هذه المادة، فإنه لا يمكن ممارسة الحقوق الممنوحة بموجب هذه المادة إلا بعد إجراء مشاورات مع الطرف المتعاقد الذي عين مؤسسة النقل الجوي طبقاً للمقتضيات المذكورة بالمادة 18 (مشاورات وتعديلات) بهذا الاتفاق.

المادة 5: المنافسة العادلة وتشغيل الخدمات الجوية

1- يوفر كل من الطرفين المتعاقدين لجميع مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل كلا الطرفين المتعاقدين فرصاً عادلة ومتكافئة للمنافسة على تشغيل الخدمات الجوية الدولية المنظمة بواسطة هذا الاتفاق.

2- يرخص كل طرف متعاقد لمؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل الطرف المتعاقد الآخر بتحديد عدد رحلات وسعة الخدمات الجوية الدولية التي تقدمها بناء على الاعتبارات التجارية في السوق.

3- وطبقاً لهذا الحق، لن يفرض أي من الطرفين، بمبادرة انفرادية، تحديد حجم الحركة، عدد الرحلات أو مدى انتظامها أو نوع أو أنواع الطائرات التي تقوم بتشغيلها مؤسسات النقل الجوي المعينة التابعة للطرف المتعاقد الآخر إلا في حالة وجود دوافع جمركية أو تقنية أو ذات صلة بالتشغيل أو بالبيئة وذلك بموجب مقتضيات المادة 15 من الاتفاقية.

المادة 6: تطبيق القوانين والأنظمة

1- تسرى قوانين وأنظمة أحد الطرفين المتعاقدين التي تحكم الدخول إلى إقليمه والإقامة فيه ومغادرته من طرف إحدى طائرات مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبله المستعملة في خدمة جوية دولية وكذا تشغيل

المادة 2 : منح حقوق النقل

- 1- يمنح كل طرف متعاقد الطرف المتعاقد الآخر الحقوق المحددة في هذا الاتفاق من أجل تشغيل خدمات جوية دولية على الطرق المحددة.
- 2- مع مراعاة أحكام هذا الاتفاق، تتمتع مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل كل طرف متعاقد، خلال تشغيل الخدمات الجوية الدولية بالحقوق التالية:
 - أ- حق عبور إقليم الطرف المتعاقد الآخر دون الهبوط فيه؛
 - ب- حق الهبوط لأغراض غير تجارية في الإقليم المذكور؛
 - ج- حق الهبوط في الإقليم المذكور عند استغلال الطرق المحددة في ملحق هذا الاتفاق وذلك لغرض حركة جوية دولية لإنزال و إركاب الركاب و البضائع و البريد المنقولين بطريقه منفصلة أو مجتمعة بمقابل؛ و
 - د- الحقوق الأخرى المحددة في هذا الاتفاق.
- 3- تتمتع كذلك مؤسسات النقل الجوي المعينة من قبل كل طرف متعاقد، غير مؤسسات النقل الجوي المعينة بمقتضى المادة 3 (التعيين ورخصة التشغيل) من هذا الاتفاق، بالحقوق المحددة في الفقرتين الفرعيتين (أ) و(ب) من الفقرة 2 من هذه المادة. وينبغي على هذه المؤسسة الامتثال لشروط أخرى بمقتضى القوانين والأنظمة المطبقة عادة على تشغيل خدمات النقل الجوي الدولية من قبل الطرف المتعاقد الذي يدرس الطلب.
- 4- ليس في أحكام هذه المادة ما يخول لمؤسسة معينة من قبل أحد الطرفين المتعاقدين، حق نقل ركاب وأمتعة وبضائع وبريد ب مقابل من نقطة داخل إقليم الطرف المتعاقد الآخر إلى نقطة أخرى في نفس إقليم هذا الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 3 : التعيين و رخصة التشغيل

- 1- يحق لكل طرف متعاقد أن يعين مؤسسة نقل جوي واحدة أو أكثر لتشغيل الخدمات المعتمدة على الطرق المحددة وسحب أو تغيير هذه التعيينات طبقاً لهذا الاتفاق. يجب أن تبعث هذه التعيينات إلى الطرف المتعاقد الآخر كتابة و يجب أن تحدد ما إذا كانت مؤسسة النقل الجوي قد رخص لها بتشغيل الخدمات المعتمدة على الطرق المحددة.
- 2- بمجرد التوصل بمثل هذا التعيين وبالطلب الوارد من مؤسسة النقل الجوي المعينة من أجل الحصول على رخص التشغيل، بالشكل والكيفية المحددين لرخصة التشغيل، يمنح الطرف المتعاقد الآخر الرخص المناسبة في أقرب الأجال المسطرية وذلك شريطة:
 - أ- أن تكون الأغلبية من الملكية والمراقبة الفعلية لهذه المؤسسة بيد الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة أو بيد رعايا هذا الطرف المتعاقد أو بيهما معاً؛
 - ب- أن تكون المؤسسة المعينة حاصلة على شهادة مشغل جوي أو أي وثيقة معادلة صالحة طبقاً للقوانين والأنظمة سارية المفعول لدى الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة؛
 - ج- أن يتمتع الطرف المتعاقد الذي عين المؤسسة بالمراقبة التنظيمية الفعلية على مؤسسة النقل الجوي هاته؛

المادة 1 : تعاريف

لأغراض هذا الاتفاق وما لم ينص على خلاف ذلك:

أـ يعني لفظ "اتفاقية" اتفاقية الطيران المدني الدولي التي فتحت للتوقيع بشيكاغو في اليوم السابع من دجنبر 1944، بما في ذلك أي ملحق معتمد طبقاً للمادة 90 من تلك الاتفاقية وكذا كل تعديل يتعلق بالاتفاقية أو ملاحقها وفق المادتين 90 و 94 إذا ما تمت المصادقة على هذه الملحق والتعديلات أو تم إعتمادها من قبل الطرفين المتعاقدين؛

بـ يعني لفظ "اتفاق" هذا الاتفاق وملحقه وكذا كل تعديل يجري على أي منها؛

جـ تعني عبارة "سلطات الطيران" :

بالنسبة للمملكة المغربية، الوزير المسؤول عن الطيران المدني؛
بالنسبة لحكومة جمهورية تنزانيا المتحدة، الوزير المسؤول عن الطيران المدني.

وفي كلتا الحالتين أي شخص أو هيئة يعهد إليها القيام بأي وظيفة متعلقة بالطيران المدني أو بوظائف مشابهة؛

دـ تعني عبارة "الخدمات المعتمدة" الخدمات الجوية المنشأة على الطرق المحددة طبقاً لملحق هذا الاتفاق؛

هـ "الخدمة الجوية" و "الخدمة الجوية الدولية" و "مؤسسة النقل الجوي" و "الهبوط لأغراض غير تجارية" تفيد هذه المصطلحات نفس المعاني التي حدّدت في المادة 96 من الاتفاقية؛

وـ تعني عبارة "مؤسسة النقل الجوي المعينة" مؤسسة أو مؤسسات النقل الجوي التي تم تعيينها من قبل طرف متعاقد ورخص لها من قبل الطرف المتعاقد الآخر طبقاً للمادة 3 من هذا الاتفاق؛

زـ "تجهيزات الطائرة" "مؤن الطائرة" و "قطع الغيار" تفيد هذه المصطلحات نفس المعاني التي حدّدت في الملحق 9 للاتفاقية؛

حـ تعني عبارة "الطرق المحددة" الطرق المحددة في ملحق هذا الاتفاق؛

طـ يعني لفظ "التعريفة" الأسعار المخصصة لنقل المسافرين والأمتعة والسلع وشروط تطبيقها بما في ذلك الأسعار والعمولات وشروط الوكالات وبقي الخدمات الإضافية باستثناء الأجر وشروط نقل البريد؛

يـ يعني لفظ "الإقليم" بالنسبة لدولة المناطق البرية والمياه الداخلية والمياه الإقليمية المتاخمة لها والموجودة تحت سيادتها.

أـ "رسوم الاستعمال" هي رسوم مفروضة على مؤسسات النقل الجوي من قبل السلطات المختصة أو تلك المخولة من قبلهم لفرضها، عند استعمال المنشآت وخدمات المطار وتجهيزات وخدمات الملاحة الجوية أو تجهيزات وخدمات الأمن الجوي، بما في ذلك التجهيزات والخدمات الخاصة بالطائرة وطاقمها والمسافرين والبضائع.

وقصد تجنب الشك، كل الإشارات إلى المفرد تشمل الجمع، وكل الإشارات إلى الجمع تشمل المفرد.

اتفاق بشأن الخدمات الجوية
بين

حكومة المملكة المغربية
و

حكومة جمهورية تنزانيا المتحدة

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تنزانيا المتحدة،

المشار إليهما فيما بعد " بالطرفين المتعاقدين"؛

رغبة منها في تعزيز نظام نقل جوي دولي مبني على المنافسة بين مؤسسات النقل الجوي؛

رغبة منها في تيسير تطور النقل الجوي الدولي، خاصة بإقامة شبكة النقل الجوي التي توفر خدمات جوية وفقا لاحتياجات المسافرين والشاحنين؛

رغبة منها في تمكين مؤسسات النقل الجوي من منح جمهور المسافرين والشاحنين أسعارا وخدمات تنافسية بأسواق مفتوحة؛

رغبة منها في ضمان أعلى درجات السلامة والأمن في النقل الجوي الدولي، ولإعادة التأكيد على قلقهما البالغ بشأن ما يقع من أعمال وتهديدات ضد أمن الطيران المدني، الأمر الذي يعرض سلامة الأشخاص أو الممتلكات للخطر ويؤثر سلبا على عمليات النقل الجوي ويفقد من ثقة الجمهور في سلامة الطيران المدني،

ولكونهما طرفين في اتفاقية الطيران المدني الدولي المفتوحة للتوقيع في شيكاغو في اليوم السابع من شهر دجنبر عام 1944،

اتفقا على ما يلي :

ظهير شريف رقم 1.17.95 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بدار السلام في 24 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تنزانيا المتحدة

الحمد لله وحده،

الطبع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظبیرنا الشریف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا:

بناء على الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بدار السلام في 24 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية اانيا المتحدة؛

وعلى القانون رقم 11.17 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور وال الصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.17.36 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017) :

ونظر التبادل الإعلامي استيفاء الاجراءات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدنا أمنا الشيف بما يلهم:

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بدار السلام في 24 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تونس المتحدة.

وحو ، سوز نيقه في 18 من حماده ، الآخرة 1443 (21 يناير 2022).

وَقْعَهُ بِالْعَطْفِ :

الحكمة، رئيس

الامضاء: عبد الرحمن

1

*

6- يمكن للطرفين المتعاقدين إنهاء العمل بهذه الاتفاقية في أي وقت بتوجيه إشعار كتابي بالإنهاء للطرف الآخر بواسطة القناة الدبلوماسية، ويسري مفعول الإنهاة ستة أشهر بعد تاريخ الإشعار المذكور. لا يؤثر إنهاء هذه الاتفاقية على مسطرة التسليم التي بدأت قبل هذا الإنهاء. ولهذا الغرض، قام الموقعان المخول لهما من قبل حوكموتهم بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت في بجين بتاريخ 11 ماي 2016 ، في نظيرين أصليين باللغتين العربية والصينية، ولكل النصين نفس الحجية القانونية.

عن
حكومة جمهورية الصين الشعبية

جينغ يسو
نائب وزير الشؤون الخارجية

عن
المملكة المغربية

السيد مصطفى الرميد
وزير العدل والحرفيات

المادة السادسة عشرة المصاريف

يتحمل الطرف المطلوب المصاريف الناتجة عن مسطرة التسليم.
يتحمل الطرف طالب المصاريف الناتجة عن النقل والعبور للشخص المطلوب تسليمه.

المادة السابعة عشرة اللغات

يرفق طلب التسليم والوثائق المرفقة به بترجمة إلى لغة الطرف المطلوب أو بترجمة إلى اللغة الإنجليزية.

المادة الثامنة عشرة حل الخلافات

يتم حل أي خلاف ناتج عن تأويل أو تطبيق هذه الاتفاقية بالتشاور بين الطرفين المتعاقدين عبر القناة الدبلوماسية.

المادة التاسعة عشرة مقتضيات خاتمية

- 1- تخضع هذه الاتفاقية للمصادقة.
- 2- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد مضي ثلاثة (30) يوماً من تاريخ التوصل، عبر القناة الدبلوماسية، بأخر الإشعارات المتعلقة باستكمال الطرفين المتعاقدين للإجراءات القانونية المطلوبة لكلا البلدين طبقاً لقانونهما الداخلي.
- 3- تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية على الطلبات التي يتم التوصل بها بعد دخولها حيز التنفيذ حتى ولو كانت الجريمة المعنية قد ارتكبت قبل ذلك التاريخ.
- 4- لا تؤثر هذه الاتفاقية على التعاون الذي يجريه الطرفان المتعاقدان في مجال تسليم المجرمين وفقاً لاتفاقيات أخرى يكونان طرفاً فيها.
- 5- يمكن تعديل هذه الاتفاقية في أي وقت باتفاق كتابي بين الطرفين المتعاقدين، وتدخل هذه التعديلات حيز التنفيذ وفقاً لنفس الإجراءات الواردة في هذه المادة وتكون جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

حجز وتسليم الأشياء

- 1- بناء على طلب الطرف الطالب، يتعين على الطرف المطلوب إذا ما سمح قانونه الداخلي بذلك حجز عائدات وأدوات الجريمة وكذا الأشياء الأخرى التي وجدت على إقليمه من شأنها أن تستعمل كأدلة إثبات. إذا تم قبول التسليم، يتوجب عليه تسليم هذه الأشياء إلى الطرف الطالب.
- 2- عندما يقبل التسليم، يمكن تسليم الأشياء المذكورة في الفقرة الأولى من هذه المادة، حتى وإن لم يتم تسليم الشخص المطلوب بسبب وفاته أو فراره.
- 3- يجوز للطرف المطلوب، من أجل القيام بإجراءات زجرية أخرى عالقة، تأجيل تسليم الأشياء المذكورة أعلاه، إلى غاية الانتهاء من هذه المتابعات أو تسليم هذه الأشياء مؤقتا شريطة أن يلتزم الطرف الطالب بإعادتها.
- 4- لا يمس تسليم هذه الأشياء أي حق شرعي منها للطرف المطلوب أو أي طرف آخر. إذا وجدت هذه الحقوق، على الطرف الطالب، بناء على طلب الطرف المطلوب أن يعيد الأشياء المسلمة متى أمكن ذلك وبدون مصاريف إلى الطرف المطلوب في أقرب الآجال بعد الانتهاء من المتابعات.

المادة الرابعة عشرة

إشعار بالنتائج

يشرع الطرف الطالب، في أقرب الآجال، بناء على طلب الطرف المطلوب، مآل المتابعات أو تنفيذ العقوبة ضد الشخص المسلم وكذا مآل طلب إعادة تسليمه لدولة ثالثة.

المادة الخامسة عشرة

العبور

- 1- في حالة تسليم شخص إلى أحد الطرفين من دولة ثالثة عبر أراضي الطرف الآخر، يطلب الطرف الذي يتعين تسليم الشخص له من الطرف الآخر عبر القناة الدبلوماسية، أن يأنز ذلك الشخص بعبور أراضيه.
- 2- عندما يتسلم الطرف المطلوب مثل هذا الطلب، الذي ينبغي أن يتضمن المعلومات الازمة، تبنت فيه وفقا للإجراءات التي ينص عليها قانونها. ويوافق الطرف المطلوب بصفة عاجلة إلا إذا كان ذلك يمس بمصالحه الأساسية.

المادة العاشرة

القرار المتعلق بطلب التسليم

1- ينظر الطرف المطلوب في الطلب وفقا للإجراءات المنصوص عليها في قانونه الداخلي ويعلم الطرف طالب بقراره في أقرب الآجال عبر القناة الدبلوماسية.

2- إذا رفض الطرف المطلوب طلب التسليم كلياً أو جزئياً، تبلغ أسباب الرفض إلى الطرف طالب.

المادة الحادية عشرة

تسليم الشخص الواجب تسليمه

1- إذا وافق الطرف المطلوب على طلب التسليم، يتشاور الطرفان ويتقاضان على التاريخ والمكان والمسائل الأخرى المتعلقة بتنفيذ التسليم، في ذلك الحين، يعلم الطرف المطلوب الطرف طالب بالمدة التي كان الشخص الواجب تسليمه خلالها رهن الاعتقال من أجل التسليم قبل تسليمه.

2- إذا لم يستلم الطرف طالب الشخص المطلوب تسليمه خلال الخمسة عشر (15) يوما بعد التاريخ المتفق عليه لتنفيذ التسليم، يفرج الطرف المطلوب عن هذا الشخص ويمكنه رفض طلب جديد لتسليم هذا الشخص من أجل نفس الجريمة.

3- إذا لم يسلم أو يستلم أحد الأطراف الشخص الواجب تسليمه خلال المدة المتفق عليها لأسباب خارجة عن إرادته، يخطر الطرف الآخر في أقرب الآجال. ويتفق الطرفان من جديد حول المسائل الخاصة بتنفيذ التسليم.

المادة الثانية عشرة

التسليم المؤجل أو المؤقت

1- يمكن للطرف المطلوب، بعد الموافقة على طلب التسليم، أن يؤجل تسليم الشخص المطلوب إلى حين إنهاء الإجراءات المتعلقة بمتابعته أو إذا كان هذا الشخص قد صدر في حقه حكم بالإدانة، إلى حين تفيذه للعقوبة المحكوم بها عليه من أجل فعل غير الفعل موضوع طلب التسليم. وفي هذه الحالة يشعر الطرف المطلوب الطرف طالب بقراره.

2- لا تحول أحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، دون التسليم المؤقت للشخص المطلوب تسليمه إلى الطرف طالب كلما كان ذلك لازماً، شريطة أن تتم إعادةه إلى الطرف المطلوب، بعد الانتهاء من إجراءات المتابعة لدى الطرف طالب.

4- يتعين إنتهاء الاعتقال المؤقت إذا مرت عليه خمسة وأربعون (45) يوما دون توصل الطرف المطلوب بطلب التسليم والوثائق المشار إليها في المادة 5، ولا يحول منح السراح دون اعتقال الشخص المطلوب في التسليم مرة ثانية شريطة أن يتم التوصل لاحقا بطلب التسليم.

المادة السابعة قواعد الاختصاص

1- لا يمكن للطرف الطالب أن يتبع أو ينفذ عقوبة على الشخص المطلوب في التسليم من أجل فعل سابق للتسليم غير الفعل الذي وقع التسليم من أجله إلا في الحالات التالية:

أ- إذا وافق الطرف المطلوب التسليم مسبقا. وفي حالة هذه الموافقة، يمكن للطرف المطلوب طلب تقديم الوثائق أو المعلومات المنكورة في المادة 5 من هذه الاتفاقية وكذا تصريح الشخص المسلم بخصوص الجريمة المعنية.

ب- إذا لم يغادر الشخص المسلم إقليم الطرف الطالب في أجل ثلاثة (30) يوما وكانت له الحرية في ذلك، غير أن هذه المدة لا تشمل المدة التي لم يغادر خلالها هذا الشخص إقليم الطرف الطالب لأسباب خارجة عن إرادته.

ج- إذا عاد بمحض إرادته إلى إقليم الطرف الطالب بعد مغادرته له.

2- إذا وقع تغيير في الوصف القانوني للفعل الذي سلم الشخص من أجله، فإنه لا يتبع ولا تتفذ العقوبة عليه إلا إذا كان الفعل الذي وقع تغيير في وصفه يمنع من أجله التسليم وفقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية.

المادة الثامنة إعادة التسليم للدولة الأخرى

لا يمكن للطرف الطالب الذي سلم الشخص المطلوب تسليم هذا الأخير إلى دولة أخرى، دون موافقة الطرف الذي سلمه لها، إلا إذا لم يغادر الشخص إقليم الطرف الطالب أو عاد إليه حسب الشروط المقررة في المادة 7 من هذه الاتفاقية.

المادة التاسعة تقديم عدة طلبات للتسليم

إذا توصل الطرف المطلوب بعدة طلبات للتسليم من دول مختلفة تتعلق إما بنفس الأفعال أو بأفعال مختلفة، فإنه يبيت بكمال الحرية في هاته الطلبات مع الأخذ بعين الاعتبار كل الظروف ولا سيما وجود اتفاقية ذات الصلة، جنسية الشخص المطلوب تسليمه، وتاريخ التوصل بهذه الطلبات، خطورة الأفعال ومكان ارتكابها. وإمكانية التسليم اللاحق بين الدول الطالبة.

ب- عرض للوقائع والأفعال الجرمية المطلوب من أجلها التسليم بوضوح تاريخ ومكان وظروف ارتكابها ونتائجها الإجرامية وتكييفها القانوني والنصوص القانونية المتعلقة بالجريمة والعقوبة وبإثباتات الجريمة وبالتقادم؛

ج- وصف دقيق قدر الإمكان للشخص المطلوب مع أية معلومات أخرى من شأنها أن تساعد على تحديد هويته، ومكان تواجده وجنسيته.

د- تحديد المدة المتبقية من العقوبة عندما يكون الشخص مطلوباً لتنفيذ العقوبة.

3- الوثائق المرفقة بطلب التسليم تكون موقعة أو مختومة من السلطة المختصة في الطرف الطالب.

4- إذا تبين للطرف المطلوب أن المعلومات المقدمة لدعم طلب التسليم غير كافية، فله أن يطلب معلومات إضافية داخل أجل ثلاثة (30) يوماً تحتسب ابتداء من تاريخ إشعار الطرف الطالب بالطريق الدبلوماسي. يمكن تمديد هذا الأجل من الطرف الطالب بخمسة عشرة (15) يوماً إذا كانت هناك أسباب معقولة. إذا لم يقدم الطرف الطالب المعلومات الإضافية المطلوبة خلال الأجل المحدد فسيعتبر كما لو أنه تنازل عن طلب التسليم، دون أن يمنع ذلك الطرف الطالب من تقديم طلب جديد للتسليم حول نفس الشخص وحول نفس الجريمة.

المادة السادسة الاعتقال المؤقت

1- يمكن للسلطة المختصة بالطرف الطالب، في حالة الاستعجال، تقديم طلب الاعتقال المؤقت للشخص المطلوب في التسليم. تبت السلطة المختصة بالطرف المطلوب في هذا الطلب وفقاً لقانون الطرف المطلوب.

2- يبين في طلب الاعتقال المؤقت وجود أحد الوثائق المنصوص عليها في الفقرة 2-أ من المادة 5. كما يبين أن الهدف من وراء تقديمها هو توجيه طلب للتسليم، ويتضمن طلب الاعتقال المؤقت أيضاً ملخص الواقع والجريمة المطلوب من أجلها التسليم مع تحديد تاريخ ومكان ارتكابها ووصفها دقيقاً للشخص المطلوب تسليمه، ومكان تواجده عند الاقضاء والنصوص القانونية المطبقة.

3- يتم توجيه طلب الاعتقال المؤقت إما بواسطة القناة الدبلوماسية أو بواسطة منظمة الشرطة الجنائية الدولية (الأنتربول) أو بواسطة أية وسيلة أخرى يتلقى عليها الطرفان المتعاقدان تترك أثراً كتابياً. ويشعر الطرف الطالب فوراً بمال طلبه.

- ج- إذا كانت للطرف المطلوب أسباب جدية للاعتقاد بأن طلب التسليم قد تم تقديمها لمتابعة أو معاقبة شخص لاعتبارات تتعلق بالجنس أو بالعرق أو بالدين أو مرتبطة بالجنسية أو بآرائه السياسية، أو إذا كانت وضعيته أثناء محاكمته يمكن أن تتضرر نتيجة إحدى هذه الأسباب؛
- د- إذا كانت الجريمة موضوع طلب التسليم تعتبر جريمة عسكرية بحثة؛
- ه- إذا كان الشخص المطلوب تسليمه قد صدر في حقه حكم نهائي بالطرف المطلوب من أجل نفس الجريمة التي أسس عليها طلب التسليم، أو إذا قررت السلطات المختصة للطرف المطلوب عدم تحريك متابعة وفقاً لما هو منصوص عليه في قانون هذا الأخير؛
- و- إذا سقطت المتابعة أو العقوبة على الشخص المطلوب تسليمه للتقادم أو العفو وفقاً لتشريع أي من الطرفين المتعاقدين؛
- ز- إذا كان الشخص المطلوب تسليمه قد أدين غيابياً، إلا إذا قدم الطرف طالب للطرف المطلوب تعهداً كتابياً لضمان إعادة محاكمة الشخص المطلوب حضورياً.

المادة الرابعة أسباب الرفض الاختياري للتسليم

يمكن رفض التسليم في الحالات التالية:

- أ- إذا كانت الجريمة موضوع طلب التسليم وفق تشريع الطرف المطلوب قد ارتكبت أو ارتكب جزء منها داخلإقليم هذا الأخير أو دائرة اختصاصه؛
- ب- إذا كان الشخص المطلوب موضوع متابعات لدى الطرف المطلوب من أجل الجريمة أو الجرائم التي قدم لسببها طلب التسليم؛
- ج- إذا اعتبر الطرف المطلوب أن تسليم الشخص المطلوب من شأنه أن يتعارض مع الاعتبارات الإنسانية بسبب سنه أو حالته الصحية أو أية ظروف شخصية، وذلك بعد الأخذ بعين الاعتبار خطورة الجريمة المرتكبة ومصلحة الطرف طالب.

المادة الخامسة طلب التسليم والوثائق المرفقة به

- 1- يحرر طلب التسليم كتابة ويوجه عبر القناة الدبلوماسية.
- 2- يتضمن طلب التسليم اسم الجهة المختصة في إصداره ويكون مرفقاً بما يلي:
 - أ- أمر بإلقاء القبض صادر عن سلطة مختصة بالطرف طالب، أو أية وثيقة أخرى لديها نفس الحجية، وإذا كان الطلب يتعلق بشخص محكوم عليه، أصل أو نسخة مطابقة للأصل للحكم النهائي؛

4- إذا كان طلب التسليم يشمل فعلين أو أكثر يعد كل واحد منها جريمة وفقاً لقانون الطرفين المتعاقدين، فيمكن للطرف المطلوب الموافقة على طلب التسليم من أجل الأفعال المذكورة أعلاه، طالما يتواافق فعل واحد منها مع شرط المدة المنصوص عليها في الفقرتين الأولى والثانية من هذه المادة.

المادة الثالثة

أسباب الرفض الإلزامي للتسليم

يرفض التسليم:

أ- إذا كان الشخص المطلوب تسليمه من رعايا الطرف المطلوب. تحدد صفة الرعايا باعتبار الفترة التي ارتكبت فيها الجريمة التي يطلب من أجلها التسليم. وفي هذه الحالة، وبناء على طلب الطرف طالب التسليم، يمكن للطرف المطلوب، وفقاً لقانونه، عرض القضية على سلطاته المختصة قصد القيام بالمتابعات الجنائية. ولهذا الغرض يقدم الطرف طالب للطرف المطلوب طلباً معزواً بالبيانات والأدلة التي يتتوفر عليها. يشعر الطرف المطلوب الطرف طالب بمال طلبه؛

ب- إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم تعتبر جريمة سياسية بمقتضى قانون الطرف المطلوب إليه التسليم. غير أنه وتطبيقاً لهذه الاتفاقية، لا يعد من قبل الجرائم السياسية:

- الجرائم التي تدخل ضمن مجال أية اتفاقية دولية متعددة الأطراف انضم إليها الطرفان المتعاقدان والتي تلزمهما بتسليم ومتابعة الشخص المطلوب؛
- الاعتداء على حياة رئيس دولة أحد الطرفين أو أحد أفراد عائلته أو رئيس أو أحد أعضاء الحكومة أو أية جريمة تتضمن المحاولة أو التآمر من أجل ارتكاب تلك الجريمة؛
- أية جريمة تتعلق بالإرهاب.

اتفاقية تسليم المجرمين

بين

المملكة المغربية

و

جمهورية الصين الشعبية

إن المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية،
المشار إليهما فيما يلي بـ "الطرفين المتعاقدين"،
رغبة منهما في إقامة تعاون أكثر فعالية بينهما في مجال مكافحة الجريمة على أساس الاحترام
المتبادل للسيادة الوطنية والمساواة والمنفعة المتبادلة.

اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى

التزامات التسليم

يتفق الطرفان المتعاقدان أن يسلما بعضهما البعض، بناء على طلب، وطبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية، أي شخص مطلوب من الطرف طالب قصد متابعته أو تنفيذه حكم من أجل فعل موجب للتسليم.

المادة الثانية

أسس التسليم

1 - يتم تسليم الشخص المطلوب قصد متابعته من أجل جميع الأفعال المعقاب عليها بعقوبة سالبة للحرية لمدة لا تقل عن سنة أو بعقوبة أشد بمقتضى قانون الطرفين المتعاقدين؛

2 - يتم تسليم الشخص المطلوب قصد تنفيذ عقوبة صادرة عن محاكم الطرف طالب من أجل الأفعال المنصوص عليها في الفقرة الأولى من هذه المادة على أن تكون المدة المتبقية من العقوبة لا تقل عن ستة أشهر؛

3 - إذا تعلق الأمر بتحديد ما إذا كان الفعل يشكل جريمة حسب قوانين الطرفين طبقا للفقرة الأولى من هذه المادة، لا يهم إن كانت قوانين الطرفين تصنف الأفعال ضمن نفس الفئة من الجرائم أو أنها تصف هذه الجريمة بنفس المصطلح.

ظهير شريف رقم 1.17.99 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر اتفاقية تسليم المجرمين
الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية تسليم المجرمين الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين
الشعبية؛

وعلى القانون رقم 44.16 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها الظهير الشريف رقم 1.17.48 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017)؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،
أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، اتفاقية تسليم المجرمين الموقعة ببكين في 11 ماي 2016
بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية.

وحرر ببوزنيقة في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

* * *

الملاعنة 2**التعاون في مجال الكهرباء والطاقات المتجددة**

هدف تحديث قطاع الكهرباء والطاقات المتجددة في المملكة المغربية، تدعو وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة، حكومة جمهورية الصين الشعبية، لتقديم الدعم الضروري للإجراءات المتعلقة بتطوير وتنفيذ مشاريع في مجالات الكهرباء والطاقات المتجددة، ويرتكز التعاون في هذا المجال على ما يلي:

- تبادل البيانات والوثائق العلمية والتقنية المتعلقة بخبرة الطرفين في مجالات الطاقات المتجددة بما في ذلك الطاقة الشمسية والطاقة الكهرومائية والطاقة الريحية والكتلة الحية;
- التعاون في تنفيذ مشاريع مشتركة بين الفاعلين في كلا البلدين أو في بلدان أخرى؛
- تشجيع الاستثمار لتطوير وتنفيذ مشاريع مشتركة متعلقة بالطاقات المتجددة؛
- تطوير القدرات في مجال الكهرباء والطاقات المتجددة كالتصميم والهندسة وتركيب نظم الطاقات المتجددة وتدير دمج الطاقات المتجددة في شبكة توزيع الكهرباء؛
- البحث والتطوير في مجال تكنولوجيات الطاقة؛
- تشجيع تبادل الخبرة بين المقاولات المتوسطة والصغرى في مجالات الطاقة؛
- تسهيل الدعم الضروري لتوحيد معايير تكنولوجيات الكهرباء والطاقات المتجددة وتطبيقاتها؛
- عقلنة التكنولوجيات الشمسية وتطوير تكنولوجيات جديدة تتلاءم مع الظروف المناخية المحلية؛
- تطوير الشبكات ومدونات تخطيط الشبكات الكهربائية؛
- دراسات السوق والاندماج الصناعي؛
- تطوير الشبكات الذكية في مجال توزيع الطاقة الكهربائية (الشبكة الذكية)؛
- تطوير الإنارة العمومية من مصادر الطاقة الشمسية.

الملاحق 1

التعاون في مجال الهيدروكربورات

فيما يتعلق بمجال الهيدروكربورات، اتفق الطرفان على أن يتم التعاون بينهما عبر الأنشطة التالية:

- البحث وتنمية التنقيب واستغلال الهيدروكربورات;
- تحليل وتقييم الأحواض الروسية;
- دعوة الشركات الصينية العاملة في مجال الهيدروكربورات للمشاركة في برامج التنقيب عن النفط والغاز في الأحواض الروسية المغربية;
- تدبير وتسجيل ومعالجة البيانات والمعطيات الإهتزازية;
- دراسة تقنيات المختبرات والجيوكيمياء العضوية;
- هندسة المكامن النفطية والغازية;
- تبادل المعلومات بشأن الاتفاقيات النفطية وتدبير العقود النفطية;
- تبادل الوثائق والخبرات في مجال المعلومات وإنشاء النظم المعلوماتية المتعلقة بالهيدروكاربورات;
- التكوين والمشاركة في التظاهرات المنظمة من قبل الأطراف في هذا المجال.

* * *

المادة التاسعة

لا يؤثر إلغاء أو إنهاء فترة صلاحية العمل بهذا الاتفاق على الأنشطة والمشاريع في ملور التنفيذ وفقاً لمقتضيات هذا الاتفاق.

حرر في بكين بالصين، بتاريخ 11 ماي 2016، في نظيرين أصليين وبثلاث لغات العربية والصينية والإنجليزية، وللنوصوص نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في التأويل، يرجع النص باللغة الإنجليزية.

عن

حكومة جمهورية الصين الشعبية

عن

حكومة المملكة المغربية

نور بيكري

المدير العام للإدارة الوطنية للطاقة

عبد القادر اعمارة

وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة

*
* * *

المادة الثالثة

اتفق الطرفان على إعطاء الأولوية لتطوير الأنشطة المحددة في الملحق 1 والملحق 2 من اتفاق التعاون هذا، والتي تشكل جزءاً لا يتجزأ من هذا الاتفاق.

المادة الرابعة

اتفق الطرفان على تشكيل لجنة لقيادة وتنفيذ هذا الاتفاق. ويعهد لهذه اللجنة مسؤولية تحديد وتتبع وتنسيق الأنشطة والمشاريع المبرمجة في إطار هذا الاتفاق. وتناط هذه اللجنة كذلك مسؤولية وضع خارطة طريق للتعاون، متعددة السنوات.

تجمع اللجنة مرة واحدة في السنة، أو كلما دعت الضرورة إلى ذلك، بالتناوب في المغرب والصين. ويترأس اجتماع هذه اللجنة الموقعين على هذا الاتفاق أو ممثلهما.

المادة الخامسة

تشرف على تنفيذ وتنسيق ووضع هذا الاتفاق الهيئات التالية:

- وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة بالمملكة المغربية.
- الإدارة الوطنية للطاقة بجمهورية الصين الشعبية.

في حالة حدوث أي تغيير لهاتين الهيئتين، يقوم الطرف المعنى بإشعار الطرف الآخر، خطيا، عبر القنوات الدبلوماسية.

المادة السادسة

يشجع الطرفان إبرام اتفاقيات نوعية بين الهيئات والمؤسسات العمومية والخاصة والشركات من البلدين لإنجاز أنشطة ومشاريع التعاون في إطار هذا الاتفاق.

المادة السابعة

كل المعلومات والبيانات أو أي شيء آخر محصل عليه من الطرفين أو مسلم من طرف لطرف آخر، بمناسبة الدرamas والأشغال التي ستتجزئ في إطار هذا الاتفاق، تتكتسي طابع السرية ولا يمكن الإفصاح عنها لطرف ثالث إلا بموافقة قبلية وخطية من الطرف الآخر.

المادة الثامنة

يوجه كل طرف إشعار خطى للطرف الآخر، عبر القنوات الدبلوماسية، بعد استكمال المساطر القانونية الداخلية الضرورية لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. ويدخل هذا الاتفاق حيز التطبيق ابتداء من تاريخ اصدار آخر إشعار. ويظل هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة ست (06) سنوات.

يمكن إلغاء هذا الاتفاق بطريقة توافقية. ما لم يتم التعبير من أحد الطرفين عن وجود نية في إنهاء هذا الاتفاق، يجدد بصفة تلقائية ومترتبة لمدة ستة سنوات اللاحقة.

**اتفاق التعاون في مجال الهيدروكربورات والطاقة بين حكومة المملكة المغربية
وحكومة جمهورية الصين الشعبية**

إن حكومة المملكة المغربية

و

حكومة جمهورية الصين الشعبية

المشار إليها فيما بعد "بالطرفين":

- اعتبارا للعلاقات التاريخية وعلاقات الصداقة القائمة بين البلدين،
- اعترافا بالمصلحة المتبادلة بين الطرفين لتطوير أنشطة التعاون في مجال الهيدروكربورات والطاقة،
- قناعة منها بأن التعاون الثنائي في مجال الهيدروكربورات والطاقة يحقق المنفعة المتبادلة للبلدين على المستوى الاقتصادي والاجتماعي والبيئي؛
- وتعبر عن الإرادة المشتركة لتنفيذ أنشطة تعاون تمكّن من إنجاز مشاريع ذات منفعة متبادلة في مجال الهيدروكربورات والطاقة؛

اتفاق الطرفان على ما يلي:

المادة الأولى

يشكل هذا الاتفاق إطار للتعاون من أجل تنمية مجال الهيدروكربورات والطاقة في البلدين.

المادة الثانية

يرتكز التعاون في إطار هذا الاتفاق، دون الحصر، على المجالات التالية:

مجال الهيدروكربورات:

- التنقيب عن النفط وتنميته؛
- التنقيب عن الغاز وتنميته؛
- التنقيب عن الهيدروكاربورات غير التقليدية وتنميتها.

مجال الكهرباء والطاقات المتجددة:

- الكهرباء بما في ذلك الإنتاج والنقل والتوزيع والربط الكهربائي الدولي؛
- الطاقات المتجددة وخاصة الشمسية والريحية والكهرومائية ومحطات تحويل الطاقة بواسطة الضخ والكتلة الحية.

ظهير شريف رقم 1.17.18 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر اتفاق التعاون في مجال الهيدروكربورات والطاقة، الموقع ببكين في 11 ماي 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الصين الشعبية

الحمد لله وحده،

الطباع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولله) (

يعلم من ظهرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا:

بناء على اتفاق التعاون في مجال البيدروكبورات والطاقة، الموقع ببkin في 11 ماي 2016 بين حکومة المملكة المغربية

وحكومة جمهورية الصين الشعبية؟

ونظر التبادل الإعلامي واستيفاء الاحتياجات اللازمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدّرنا أمنا الشّيف بما يلئ :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق التعاون في مجال البيدروكيورات والطاقة، الموقع يبكون في

11 ماي 2016 بين حکومۃ الملکة المغربية وحکومۃ جمیع رہبنة الصين الشعيبة.

وحو ، سوز نيقه في 18 من حماده ، الآخرة 1443 (21 يناير 2022).

وَقَعَهُ بِالْعَطْفِ :

الحكمة، رئيس

الامضاء: عزبة أخنوش

*

*

وإثباتاً لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت في نظيرتين بكيغالي بتاريخ 19 أكتوبر 2016 باللغتين العربية والإنجليزية، وكافة النصوص نفس العجيبة. وفي حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن
حكومة جمهورية رواندا

عن
حكومة المملكة المغربية

كاظمي عاتي
وزير المالية والتخطيط الاقتصادي

محمد بوسعيد
وزير الاقتصاد والمالية

المادة التاسعة و العشرون
دخول حيز التنفيذ

- 1- تم المصادقة على هذه الاتفاقية، ويتم تبادل وثائق التصديق في أقرب الأجال الممكنة.
- 2- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداء من تبادل وثائق التصديق عليها و تطبق مقتضياتها:
 - (ا) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ الموددة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛
 - (ا) (ا) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الثلاثون
إلغاء الاتفاقية

- تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغى العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية الموالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:
- (ا) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ الموددة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛
 - (ا) (ا) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

6. لا تُعرض المتابعات المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي لدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية للدولة المتعاقدة الأخرى.

7. حيثما، يتم في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل دولة متعاقدة بموجب الفقرتين 3 أو 4 وقبل أن تحصل تلك الدولة المتعاقدة الأخرى مبلغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولاً، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون:

أ) في حالة طلب طبقاً للفقرة 3، ديناً ضريبياً للدولة المذكورة أولاً يمكن تحصيله وفقاً لقوانين تلك الدولة وبدין به شخص، لا يمكنه، في تلك الوقت و بموجب قوانين تلك الدولة من تحصيله، أو

ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، ديناً ضريبياً للدولة المذكورة أولاً قد تتخذ تلك الدولة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لغرض ضمان تحصيله.

على السلطة المختصة للدولة المذكورة أولاً أن تسرع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة الأخرى بذلك الواقع، وعلى الدولة المذكورة أولاً تعليق أو سحب طلبها حسب اختيار الدولة الأخرى.

8. لا تُفسر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:

أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة لقانونها وممارساتها الإدارية أو للدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛

ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقلة للتحصيل أو الحفظ، حسب الحال، المتاحة بموجب قوانينها أو ممارساتها الإدارية؛

د) بتقديم المساعدة في الحالات التي يكون فيها العباء الإداري لتلك الدولة غير متاسب بشكل واضح مع الفائدة التي تحصل عليها الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الثامنة و العشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

**المادة المطبعة و العشرون
الم المادة لتحصيل الضرائب**

1. تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. ولا تقتصر هذه المساعدة على المادة 1 . تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين على طريقة تطبيق هذه المادة.
2. مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغًا مسندًا يتعلق بالضرائب، من كل نوع أو تسمية، المفروضة من قبل الدولة المتعاقدة، أو فروعها السياسية أو سلطاتها الترابية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو لية اتفاقية أخرى تكون الدول المتعاقدة أطرافا فيها، بما في ذلك الفوائد والغرامات والتكاليف الإدارية للتحصيل أو لحفظ المرتبطة بهذا المبلغ.
3. عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة قابل للإنفاذ وفقا لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص لا يملكونه، في ذلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة، منع تحصيله، يجب أن يقبل هذا الدين الضريبي، بناء على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة، لفرض تحصيله من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة الأخرى وفقا لمقتضيات قوانينها المطبقة لإنفاذ وتحصيل ضرائبها الخاصة كما لو كان الدين الضريبي دينا ضريبيا لتلك الدولة الأخرى.
4. عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة دينا قد تتخذ تلك الدولة بشأنه وطبقا لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناء على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة لفرض اتخاذ تدابير الحفظ من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة الأخرى أن تتخذ تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقا لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي دينا ضريبيا لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المذكورة أولاً لو يدين به شخص له الحق في منع تحصيله.
5. بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و 4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية ولا تمنع له أية أولوية، في تلك الدولة، كالتى تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقا لقوانين تلك الدولة. بالإضافة إلى ذلك، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يمنع أية أولوية، في تلك الدولة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

التربية ما دامت الضريبة المقررة فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. وأن تؤثر المادة 1 على تبادل المعلومات.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سوية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع لو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. و لا يجوز للأشخاص أو للسلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار للممارسة الإدارية العانية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للنظام العام.

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. و يخضع الالتزام للمشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات مجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتياز عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة الخامسة و العشرون
المسطرة الولية

- 1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدتين تؤدي أو متؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيامكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. ويجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المواتية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.
- 2- إذا ثبّتت للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوّي الحاله بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. و يطبق الاتفاق مهما كانت الأجل المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدتين.
- 3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.
- 4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بوسائل لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابعة.

المادة السادسة و العشرون
تبادل المعلومات

- 1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتبصير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لصالب الدولتين المتعاقدتين، أو فروعهما السياسية أو جماعاتهما

المادة الرابعة والعشرون**عدم التمييز**

- 1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبءاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.
- 2- لا يخضع الأشخاص عديمي الجنسية المقيمين بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبءاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.
- 3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتباراً لوضعياتهم المدنية أو لأسبابهم العائلية.
- 4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 7 من المادة 12، فإن الفوائد والإنواعات أو تكاليف الخدمات التقنية والمصاريف الأخرى المزدادة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاولة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت موزدة إلى مقيم بالدولة المنكورة أولاً.
- 5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس المالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المنكورة أولاً لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبءاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها المقابلات المماثلة الأخرى في الدولة المنكورة أولاً.
- 6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها وتسمياتها.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقىماً بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبطاً بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1و 2، فإن عناصر دخل مقىم بدولة متعاقدة التي لم يتم التطرق إليها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية و الناشئة في الدولة المتعاقدة الأخرى تتعرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة الأخرى.

المادة الثالثة و العشرون

نفادي الإزدواج الضريبي

1- عندما يحصل مقىم بدولة متعاقدة على مداخيل تتعرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 تمنع على الضريبة التي تستخلاصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المودع في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرة 1، فإن الإعفاءات و التخفيفات الضريبية التي يستفيد منها مقىم بدولة متعاقدة في تلك الدولة خلال فترة محددة طبقاً للتشريع الداخلي لذلك الدولة المتعلقة بالتشريعات الضريبية تعتبر بمثابة أداء لذلك الضرائب و يجب خصمها من الضريبة المحمولة فرضها على تلك المداخيل في الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقىم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة العشرون
الطلبة و المترنون

- 1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو مترن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة، مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، وبقاطن بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتلقاها لأجل تنظيم مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.
- 2- فيما يخص المنح والمرتبات برسم عمل مأجور التي لا تشملها الفقرة 1، فالطالب أو المترن المشار إليه في الفقرة 1 له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تكوينه، في الاستفادة من نفس الإعفاءات أو الإسقاطات أو التخفيضات الضريبية الممنوحة للمقيمين بالدولة التي يقطن فيها.

المادة الواحدة و العشرون
الأكاديمية و الباحثون

- 1- إذا قام أي شخص ذاتي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير دائمة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقاماً أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم تلك النشاط شريطة أن يكون متأتياً من مصادر خارج تلك الدولة.
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية و العشرون
مداخيل أخرى

- 1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أياً كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

3- إن المعاشات والإيرادات العصرية وغيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المودعة من طرف حكومة دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها التربوية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية

1-1) إن الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المودعة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها التربوية لشخص ذاتي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة التربوية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في هذه الدولة الأخرى و كان الشخص ذاتي مقيما في تلك الدولة:

- (ا) مواطننا لتلك الدولة؛ أو
- (ب) لم يصبح مقيما بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2-1) إن المعاشات المودعة لشخص ذاتي مباشرة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو إحدى جماعاتها التربوية، أو بواسطة صنابيق تابعة لها، مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة، لهذا الفرع أو لهذه الجماعة، تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة؛

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص ذاتي مقيما بتلك الدولة الأخرى و مواطننا لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15 و 16 و 17 و 18 على الأجر و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كلها على المعاشات المودعة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها التربوية.

2- إن الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته مسؤولاً يشغل منصباً إدارياً من مستوى عالٍ في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانون و الرياضيون

- 1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من أنشطته الشخصية التي يمارسها في الدولة المتعاقدة الأخرى باعتباره فناناً كفاناً المسار أو المسيناً أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي يجوز أن تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- إذا كانت مدخلات الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان أو رياضي لا تعود للفنان أو الرياضي نفسه بل لشخص آخر، فإن هذه المدخلات، بغض النظر عن مقتضيات الماد 7، 14 و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان أو الرياضي.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المتکورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبدل الثقافي أو الرياضي موافق عليه و ممول كلها أو جزئياً من طرف حكومة الدولتين المتعاقدين أو فروعها السياسية أو جماعاتها التربوية و التي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات و الإيرادات العبرية

- 1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات و الإيرادات العبرية و غيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.
- 2- يعني لفظ "براد" مبلغاً معيناً يودي دورياً في آجال ثابتة لمدى الحياة أو خلال فترة معينة أو قابلة للتعيين مقابل الالتزام بأداء تعويض نام و ملائم نقداً أو بما يقوم بالتقديم.

2- تشمل عبارة "مهنة حرّة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداخوجي، و كذلك الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة المهن غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارساً في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارساً فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المنكورة أولاً إذا :

- أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
- ب) وكانت المرتبات موزعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
- ج) وكانت أصحاب المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكونها المشغل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستقلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

المادة السادسة عشرة المكافآت و مرتبات الأطر الطبا

1- إن المكافآت والتعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس معاين لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

- 2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقوله التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاولة) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 3- إن أرباح مقاولة دولة متعاقدة، تعمل في النقل الدولي بواسطة السفن أو الطائرات، و الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستقلة في النقل الدولي، لو الأموال المنقوله المخصصة لاستقلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.
- 4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية لأسماء رأسمال شركة تكون أموالها أساساً، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.
- 5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية لآية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات السابقة من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة المهن المستقلة

- 1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرفة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة، غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:
- (أ) إذا كان هذا المقيم يتتوفر بصفة احتوائية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لمارسة لنشاطه؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط، أو
- (ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها (183) يوماً خلال أي فترة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط .

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية مقىما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية لنشاطه أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تولد عنه الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية مرتبطا فعلياً (ب) بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة؛ (ب) أو بأنشطة الأعمال التجارية المشار إليها في الفقرة 1-ج من المادة 7 .
و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقىما بذلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية في دولة متعاقدة، سواء كان مقىما بدولة متعاقدة أو غير مقىم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية ، فإن تلك الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلى من الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلى في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تتفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

8- لا تطبق مقتضيات هذه المادة إذا كان الهدف الأساسي أو أحد الأهداف الأساسية لأي شخص معنى باختلاق أو تحويل الحقوق التي تؤدي بموجبها الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية هو الاستفادة من هذه المادة بواسطة هذا الاختلاق أو التحويل.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رامن المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقىم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تتعرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

8- لا تطبق مقتضيات هذه المادة إذا كان الهدف الأساسي لو أحد الأهداف الأساسية لأي شخص معنى باختلاف أو تحويل الدين الذي تؤدي بموجبه الفوائد هو الاستفادة من هذه المادة بواسطة هذا الاختلاف أو التحويل.

المادة الثانية عشرة الإتاوات و تكاليف الخدمات التقنية

1- إن الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية الناشئة في دولة متعاقدة و المودة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا التحوّل لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية.
تحدد السلطات المختصة للدولتين المتعاقدين بالاتفاق مشترك كيفية تطبيق هذا التحديد.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أبدي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المعاشرة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة المضغطة، أو الأقراص و أقراص الليزر أو البرامج المعلوماتية، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة).

4- يقصد بلفظ "تكاليف الخدمات التقنية" كما ورد في هذه المادة أي أداءات مقابل خدمات التدبير، أو الخدمات ذات الطبيعة التقنية أو الاستشارية لكنها لا تشمل الأداءات الواردة في المادتين 14 و 15.

- 2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.
- تحدد السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين باتفاق مشترك كيفية تطبيق هذا التحديد.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة و التي تتحملها و تؤديها حكومتها أو بنكها المركزي للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تغنى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المنكورة أولاً.
- 4- يعني لغظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن لم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح الدين لم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الفع فوائد لأغراض هذه المادة.
- 5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد لشعبة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تولد عنه الفوائد مرتبطة فعليا بـ (أ) المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المنكورة أو (ب) لشبة الأعمال التجارية المشار إليها في (ج) من الفقرة الأولى من المادة السابعة.
- و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.
- 6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان الدين مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان الدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير معين بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.
- 7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط الدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليةما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين الدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة،

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم و أسهم أو ممتلكات الانتفاع و حصص المناجم و حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون و كذا المداخلات الأخرى الناشئة عن حصص مساهمة أخرى و الخاصة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقوم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقينا بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم لنشاطه أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم الموزدة من قبل هذه الشركة، ما عدا حالة التي يتم فيها نفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تصريح الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم الموزدة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كليا أو جزئيا من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- لا تطبق مقتضيات هذه المادة إذا كان الهدف الأساسي أو أحد الأهداف الأساسية لأي شخص معنى باختراق أو تحويل الأسهم أو الحصص الأخرى التي تؤدي بمحاجها أرباح الأسهم هو الاستفادة من هذه المادة بواسطة هذا الاختراق أو التحويل.

المادة الحالية عشرة

القواعد

1- إن القواعد الناشئة في دولة متعاقدة والموزدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتين في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط ، كانت متحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة – و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك- أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المودي عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تؤخذ المقضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أنت متابعت قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضى، إن إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الجسيم لو التغاضي المعتمد.

المادة العاشرة أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم الموددة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لعمق بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك قد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 8 بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

تحدد السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين باتفاق مشترك كيفية تطبيق هذا التحديد.
إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

7- عندما تشمل الأرباح خواص من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية و الجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية لمقاوله.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستقل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات و كذا الأرباح الناتجة عن تأجير السفن أو الطائرات بدون طاقم إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

المادة التاسعة

المقاولات الشركية

1- عندما :

(أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة و مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، .

ب) أو المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو سلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛

ج) أو أنشطة الأعمال التجارية الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسبي، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتყع أن تجيئها لو كانت مقاولة مموزة ومتفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة وتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة والمصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المودنة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) من طرف المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاولة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق برامج الارتفاع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. وبالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المدروجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقاولة أو أي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتمد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوية لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسي لمجموع أرباح المقاولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاصة للضريبة حسب التوزيع النسيي للمعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لا تنسحب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع وسلع للمقاولة.

6- لأغراض الفرقلت السابقة، تحدد كل منة وحسب نفس الطريقة الأرباح المنسوية لمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة وكافية للعمل بعكس ذلك.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ل يجعل من إحدى الشركاتتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السابعة

المداخيل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات، وتشمل العبارة في جميع الحالات توابع هذه الممتلكات، الماشية والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، و الحقوق التي تطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع بالممتلكات العقارية، و الحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية و المنابع و الموارد الذاتية الأخرى؛ و لا تعتبر السفن و المراكب و الطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار ، وكذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهن مستقلة.

المادة السابعة

أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينبع منها إلى:

أ) المؤسسة المستقرة؛

هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة أخرى ذات طابع تحضيري أو إضافي للمقادولة؛

و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تتحقق مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت و الناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاولة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاولة مستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المنكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة في حالة ما:

(أ) إذا كانت له و يزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاولة، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو
 (ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المنكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع و يقوم بتسلیم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاولة.

6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاولة تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاولة تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7- لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة و كانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقاولة و الوكيل في علاقتها التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

المادة الخامسة**المؤسسة المستقرة**

- لأغراض هذه الاتفاقية، تُعنى عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

- (أ) مقر الإدارة؛
- (ب) الفرع؛
- (ج) المكتب؛
- (د) المصنف؛
- (هـ) المشغل؛

و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف و استخراج الموارد الذاتية؛
 ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛
 ح) المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع آخر.

- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

(أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من 6 أشهر؛
 (ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (نفس المشروع أو مشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من 183 يوماً في حدود مدة اثنى عشر شهراً تنتهي أو تنتهي في السنة الضريبية المعنية.

- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

- (أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع أو سلع تملكها المقاولة؛
- (ب) الاحتفاظ ببضائع أو سلع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض؛
- (ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع أو سلع تملكها المقاولة فقط لعرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛
- (د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو سلع أو جمع معلومات للمقاولة؛

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعریفه في الاتفاقية المعنی الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك، ويرجع المعنی المنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنی الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، وتطبق كذلك على تلك الدولة و كلها على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها الترابية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتاتي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص ذاتي، تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تغير تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين لو لا يقطن في أي منها، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأيٍ منها، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الذاتي مقيماً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية. إذا تغير تحديد مقر الإدارة الفعلية فإن السلطات المختصة تعمل على الفصل في القضية عن طريق المسطرة الودية.

المادة الثالثة**تعريف عامة**

- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

- أ) تعني عبارتنا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المغرب أو رواندا؛
- ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":
 - أ. تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛
 - ب. و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعمقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً للتشريع الداخلي و للقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال الموارد الذاتية لهذه المناطق؛
 - ج) يعني لفظ "رواندا" جمهورية رواندا و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل كل الترب الوطني، البحيرات و أي منطقة أخرى في البحيرات و المنطقة الجوية التي تمارس رواندا عليها حقوقها السيادية أو سلطتها طبقاً للقانون الدولي.
 - د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبية المغربية أو الضريبة الرواندية؛
 - هـ) يشمل لفظ "شخص" للشخص الذاتي و الشركة و شركة الأشخاص و أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛
 - و) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصاً معنوياً لأغراض فرض الضريبة؛
 - ز) تعني عبارتنا "مقاولة دولة متعاقدة" و "مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاولة يستقلها مقيم بدولة متعاقدة و مقاولة يستقلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛
 - ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاولة يوجد مقر إدارتها للقطبية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
 - طـ) تعني عبارة "السلطة المختصة":
 - (أ) فيما يخص المغرب: وزير الاقتصاد والمالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
 - (أـ) فيما يخص رواندا: الوزير المكلف بالمالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
 - ـ) يعني لفظ "مواطن":
 - (أ) أي شخص ذاتي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛
 - (أـ) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

اتفاقية

بين المملكة المغربية وجمهورية رواندا

لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي

في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا رغبة منها في تنمية وتعزيز علاقتها الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى**الأشخاص المعنيون**

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.

المادة الثانية**الضرائب المعنية**

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها الترابية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المودعة من قبل مقاولات.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(أ) فيما يخص المملكة المغربية:

(I) الضريبة على الدخل؛

(II) والضريبة على الشركات؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)؛

(ب) فيما يخص جمهورية رواندا:

(I) الضريبة على الدخل؛

(II) والضريبة على كراء العقارات؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة الرواندية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاد إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

ظهير شريف رقم 1.17.84 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة بكينالي في 19 أكتوبر 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية رواندا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بكينالي في 19 أكتوبر 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية رواندا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل :

وعلى القانون رقم 06.17 الم موافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة وال الصادر بتنفيذها الظهير الشريف رقم 1.17.31 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017) :

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بكينالي في 5 مارس 2020،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بكينالي في 19 أكتوبر 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية رواندا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر ببوزنيقة في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة.

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*
* * *

- المساعدة التقنية في مجال الإنتاج والصحة الحيوانية؛
- التعاون التقني في مجال البستنة؛
- التعاون في فحص التربة ووحدة مراقبة الجودة؛
- تعزيز الخبرات وتبادل المعرفة في ميدان الفلاحة من أجل مصلحة البلدين.

سيتم تحديد تنفيذ المجالات الواردة في هذه المادة بموجب اتفاقيات خاصة بين الطرفين.

وتشمل مذكرة التفاهم مجالات أخرى ذات الاهتمام المشترك، ستنتمي برمجة أنشطتها في اللجنة المشتركة القطاعية (المادة 4).

المادة الثالثة

يتم الاتفاق بشكل مشترك حول تمويل برامج التعاون بين الطرفين في إطار ثانوي أو ثلاثي (بالإضافة لكلا الطرفين إلى شريك تقني و/أو مالي) أو في إطار متعدد الأطراف (بالإضافة لكلا الطرفين إلى شريك تقني و/أو مالي أو أكثر).

المادة الرابعة

يتم إحداث لجنة مشتركة قطاعية مغربية-رواندية برئاسة وزيري الفلاحة في البلدين أو ممثليهما، يعهد إليها مسؤولية الإشراف على تنفيذ وتتبع برامج التعاون في إطار مذكرة التفاهم هذه.

المادة الخامسة

يمكن تعديل أو استكمال مذكرة التفاهم هذه، كتابيا، بالتراضي بين الطرفين المتعاقدين.

المادة السادسة

تطبق مذكرة التفاهم هذه مؤقتا اعتبارا من تاريخ التوقيع عليها، وتدخل حيز التنفيذ اعتبارا من تاريخ استلام آخر إشعار كتابي يتم بواسطته إخطار الطرفين بعضها البعض، من خلال القنوات الدبلوماسية، باستكمال إجراءاتهما الداخلية المتطلبة لدخول مذكرة التفاهم حيز التنفيذ.

تظل مذكرة التفاهم هذه سارية المفعول لمدة خمس (05) سنوات. وتجدد تلقائيا، ما لم يشعر أحد الطرفين الطرف الآخر من خلال القنوات الدبلوماسية، بنيته إنهاء أو تعديل أو تتفقىء مذكرة التفاهم هذه من خلال إشعار موجه قبل ستة (06) أشهر قبل انتهاء صلاحيتها.

حرر بكينالي بتاريخ 20 أكتوبر 2016، في نظيرتين أصليين باللغتين العربية والإنجليزية، لكل منها نفس الحجية. وفي حال وجود أي خلاف في التأويل يرجح النص الإنجليزي.

عن
حكومة جمهورية رواندا

د. جيرالدين مكشيمانا
وزيرة الفلاحة والموارد الحيوانية

عن
حكومة المملكة المغربية

عزيز أخنوش
وزير الفلاحة والصيد البحري

**مذكرة تفاهم في الميدان الفلاحي
بين حكومة المملكة المغربية
وحكومة جمهورية رواندا**

إن حكومة المملكة المغربية
و
حكومة جمهورية رواندا،
المشار إليهما بـ "الطرفين".

اعتبارا لعلاقات الأخوة والصداقة والتضامن التي توحد البلدان الأفريقية بشكل عام، والملكة المغربية وجمهورية رواندا على وجه الخصوص؛ ورغبة منها في تعزيز وتوطيد علاقات الصداقة والتعاون الجيدة القائمة بين البلدين؛ وإدراكا منها للدور الأساسي للقطاع الفلاحي في تعزيز التنمية الاقتصادية والاجتماعية؛ واسترشادا برغبتهما المشتركة لتطوير التعاون في الميدان الفلاحي من أجل رفاه شعبيهما.

اتفقنا على ما يلي:

المادة الأولى

تهدف مذكرة التفاهم هذه إلى تحديد الإطار العام للتعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا.

المادة الثانية

يشمل موضوع مذكرة التفاهم هذه للتعاون الفلاحي المجالات التالية:

- تعزيز تبادل القدرات في مجال السقي وتدبير الماء؛
- تطوير التعاون في مجال التكوين الفلاحي؛
- الدعم المؤسساتي لإحداث نظام للتأمين الفلاحي في مجال تدبير المخاطر المناخية؛
- الدعم التقني لتطوير وهيكلة العروض المالية الموجهة للفلاحة وخاصة الفلاحين الصغار؛
- التعاون لإنشاء مصنع للأسمدة يوفر لل耕耘ين أسمدة ملائمة للتربيه والمحاصيل.
- الشراكة في تصميم وإنجاز خريطة خصوبية شاملة؛
- التعاون لإجراء تجارب ميدانية وإحداث مدارس زراعية؛

ظهير شريف رقم 1.17.17 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر مذكرة التفاهم في الميدان الفلاحي،
الموقعة بكيفالي في 20 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا

الحمد لله وحده.

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على مذكرة التفاهم في الميدان الفلاحي، الموقعة بكيفالي في 20 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة

جمهورية رواندا؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول مذكرة التفاهم المذكورة حيز التنفيذ.

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، مذكرة التفاهم في الميدان الفلاحي، الموقعة بكيفالي في 20 أكتوبر 2016
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا.

وحرر ببوزنيقة في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة.

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

صفحة

اتفاق بشأن الخدمات الجوية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الجيبوتي.

165

طهير شريف رقم 1.18.58 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بالرباط في فاتح أغسطس 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الجيبوتي.

صفحة

اتفاق بشأن الخدمات الجوية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تنزانيا المتحدة.

151

طهير شريف رقم 1.17.95 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 أكتوبر 2016) بنشر الاتفاق بشأن الخدمات الجوية، الموقع بدار السلام في 24 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية تنزانيا المتحدة.

المملكة المغربية

لِحَرِيقِ الْمُعْتَدِلةِ

نَشْرَةُ الْاِتْفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

| طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخليل المطبعة الرسمية | تعريفة الاشتراك | | | بيان النشرات | |
|--|--|---|---|---|--|
| | في الخارج | في المغرب | | | |
| | | سنة | ستة أشهر | | |
| فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل. | 400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم | 250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما | | النشرة العامة نشرة الترجمة الرسمية نشرة الاتفاقيات الدولية نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري | |

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية :

- اتفاق التعاون في مجال الهيدروكريبورات والطاقة.
- ظهير شريف رقم 1.17.18 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر اتفاق التعاون في مجال الهيدروكريبورات والطاقة، الموقع ببكين في 11 ماي 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الصين الشعبية.
- 135
- اتفاقية تسليم المجرمين.
- ظهير شريف رقم 1.17.99 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر اتفاقية تسليم المجرمين الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية.
- 143

فهرست

صفحة

105
.....108
.....

المملكة المغربية وجمهورية رواندا :

- مذكرة التفاهم في الميدان الفلاحي.

ظهير شريف رقم 1.17.17 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر مذكرة التفاهم في الميدان الفلاحي، الموقعة بكينالي في 20 أكتوبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية رواندا.

◦ اتفاقية تجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

ظهير شريف رقم 1.17.84 صادر في 18 من جمادى الآخرة 1443 (21 يناير 2022) بنشر الاتفاقية الموقعة بكينالي في 19 أكتوبر 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية رواندا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.